

Un siècle de vie associative à Garges-lès-Gonesse



Un siècle de vie associative à Garges-lès-Gonesse

Pierre-Jacques Derainne

Préface

Aujourd'hui, pour 82 % de nos concitoyens, les associations sont des acteurs majeurs de la vie sociale. Un constat largement partagé localement, tant il est vrai que les villes membres de la communauté d'agglomération Val de France (Sarcelles, Garges-lès-Gonesse, Villiers-le-Bel, Arnouville-lès-Gonesse) sont riches d'une vie associative diverse et foisonnante. Dans nos communes porteuses d'une histoire villageoise ancienne, cette vitalité de la vie associative n'est pas récente : fanfares, associations de secours mutuels, compagnies d'archers... y constituaient dès la fin du XIX^e siècle des creusets où l'action collective s'élaborait et prenait sens. Durant ces cinquante dernières années, la construction des grands ensembles, par l'apport de nouvelles populations, par l'imposition d'un nouveau rapport à l'urbain et à l'habitat, a conduit cette vie associative locale à évoluer en modifiant et en enrichissant la palette de ses finalités. La vie associative est donc partie intégrante de l'histoire quotidienne des habitants de nos villes. Son histoire irrigue celle de nos communes. Pourtant, force est de reconnaître qu'elle est la plupart du temps convoquée, non comme objet d'étude, mais pour « imager » des histoires locales. Un point de vue dont la Mission Mémoires et Identités en Val de France a pris le contre-pied, en animant un atelier centré résolument sur l'histoire des associations de Garges-lès-Gonesse. L'ouvrage Un siècle de vie associative à Garges-lès-Gonesse est le fruit de ce travail collectif, nourri par l'implication des associations gargeoises et par les recherches de l'historien Pierre-Jacques Derainne, ainsi que par la participation des services de la Ville de Garges-lès-Gonesse. Ce livre témoigne, à travers l'exemple gargeois, de la permanence et de la solidité du fait associatif, auquel nombre de personnes, au fil du temps, ont adhéré, au point qu'il occupe aujourd'hui une place irremplaçable dans la société française et qu'il constitue l'un des moteurs les plus importants de cette démocratie participative que nous nous devons de préserver et de toujours enrichir.

Dominique Strauss-Kahn

Président de la communauté
d'agglomération Val de France

Maurice Bonnard

Vice-Président de Val de France
chargé de la Culture et du Patrimoine

Faire vivre la mémoire de nos associations, c'est mettre en valeur l'engagement de tous les bénévoles qui s'impliquent dans des projets au service des autres, hier comme aujourd'hui. C'est pourquoi nous nous réjouissons de la publication de cet ouvrage, formidable témoignage de la vitalité de la vie associative gargeoise.

Maurice Lefèvre

Maire de Garges-lès-Gonesse

Liliane Gourmand

Conseiller municipal
délégué à l'Animation et la Vie associative

Avant-propos

L'histoire des associations est mal connue, a fortiori celles des communes de banlieues. Pourtant, dans les quartiers pavillonnaires et dans les grands ensembles qui ont transformé les communes rurales de la région parisienne en villes périphériques, nombreux ont été les habitants qui se sont associés pour s'entraider, protester, s'amuser, faire du sport, retrouver leurs origines, mieux vivre ensemble... Ces groupements ont joué un rôle croissant dans la vie des banlieues, à la fois acteurs et témoins des multiples questions qui s'y sont posées.

La Mission Mémoires et Identités en Val de France (MMIV) a donc initié en octobre 2004 un atelier d'histoire des associations, en collaboration avec les Archives municipales, le Centre de ressources des associations et 19 associations de Garges-lès-Gonesse. Une collecte de mémoire orale a tout d'abord été menée auprès des responsables associatifs, permettant de constituer 40 heures d'archives orales, transcrites et indexées. Des actions de sensibilisation des associations à la conservation de leurs archives ont été ensuite organisées, sous la forme de rencontres, qui ont abouti à la publication en 2005 de *Associations à vos archives ! Petit guide pour la mémoire associative*. Puis a suivi une étude de la vie associative, menée à partir des matériaux recueillis et d'une recherche complémentaire dans les archives écrites. Cet ouvrage d'histoire valorise les résultats de cette étude, et plus globalement, l'ensemble des travaux de l'atelier.

Il a semblé vain d'effectuer un recensement exhaustif des groupements ou de dresser une typologie des activités, tant les associations sont foisonnantes, multiformes et mouvantes. Il a paru préférable de mettre en relief les étapes du développement associatif et offrir différents angles d'observation : la ville, le quartier, les acteurs, les objectifs, les filiations, les mutations... Les associations loi 1901 ont été privilégiées, même si d'autres groupements ont parfois été pris en compte.

L'étude a soulevé plusieurs difficultés : l'absence de travaux d'ampleur sur l'histoire de Garges au XX^e siècle, le manque d'outil permettant de recenser directement et exhaustivement les associations gargeoises depuis leur création, ainsi que le faible nombre de dossiers d'associations gargeoises versés aux Archives départementales du Val d'Oise par la Sous-préfecture de Sarcelles.

Heureusement, plusieurs autres sources existent. Pour repérer les associations, connaître les dates de création et appréhender les objectifs, ont notamment été utilisés le *Bulletin officiel des maires de Seine-et-Oise*, le *Journal officiel, lois et décrets, associations* édité depuis 1985, le site en ligne *JO associations* qui mentionne les associations créées à partir de 1995, ainsi qu'un récapitulatif des déclarations d'associations, incomplet mais fort utile, que la Sous-préfecture de Sarcelles a mis

aimablement à notre disposition. Pour étudier les associations du point de vue de la ville, des acteurs, des activités, du fonctionnement interne..., ont surtout été exploitées la presse locale et régionale, ainsi que deux enquêtes orales, celle menée dans le cadre de cet atelier, mais aussi celle réalisée par les Archives municipales en 2002. Ce travail permet aujourd'hui de présenter une vision panoramique de l'histoire associative gargeoise, depuis ses origines au début du XX^e siècle jusqu'à nos jours, en l'inscrivant dans l'histoire globale de la commune. Par là même sont révélés les différents contextes urbanistiques, sociaux et politiques à partir desquels se sont constituées les associations, notamment le développement massif des grands ensembles à partir du début des années 1960, qui, avec le poids historique des migrations, constitue une des grandes caractéristiques de cette ville. La démarche a permis aussi de mieux appréhender les associations de « l'intérieur », pourrait-on dire, c'est-à-dire du point de vue de leurs logiques de création, de leurs modes de fonctionnement, de leurs réseaux...

Si le résultat est lacunaire, il offre des pistes pouvant impulser ou guider des approfondissements de la part d'un large public, historiens amateurs, scolaires, étudiants, chercheurs... Les Gargeois bien entendu, membres ou non d'associations, font partie de ce public ; peut-être cette mise en perspective leur permettra-t-elle de porter un autre regard sur leur environnement et leur patrimoine. Mais nous souhaitons nous adresser plus largement à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du fait associatif, de la ville et de ses acteurs.

Les lecteurs pourront constater la large place accordée aux photographies, non seulement pour illustrer le texte, mais aussi pour offrir un autre mode d'accès à l'histoire des associations et de la ville. Pour les mêmes raisons, nous avons choisi d'insérer plusieurs extraits d'entretiens. Ces témoignages oraux et ces documents iconographiques n'auraient pu être réunis sans l'implication des associations tout au long de cet atelier d'histoire, et nous les en remercions chaleureusement, ainsi que les nombreuses personnes qui ont apporté leur concours à ce projet.

Catherine Roth, chef de projet MMIV
Pierre-Jacques Derainne, chargé de mission MMIV

L'atelier d'histoire des associations

■ Animation de l'atelier

Catherine Roth, chef de projet MMIV

Pierre-Jacques Derainne, historien de l'association Trajectoires chargé de mission MMIV

Gaël Moussy, directeur du Centre de ressources des associations de Garges-lès-Gonesse

Jacques Ratel, responsable des Archives municipales de Garges-lès-Gonesse

Aline Sindres, documentaliste à la mairie de Garges-lès-Gonesse

■ Associations participantes

Association animation Dame Blanche

Association culturelle et culturelle des musulmans de Garges-lès-Gonesse

Association des donneurs de sang bénévoles de Garges-lès-Gonesse et des communes limitrophes

Association du lieu dit « le noyer des belles filles »

Association gargeoise pour l'animation, la détente et les loisirs (AGADEL)

Association pour la promotion de l'outre-mer (APPOM)

Centres éducatifs Charles Péguy

Centre social les Doucettes

Club de l'amitié

Club du troisième âge

Club multi-sports de Garges

Club philatélique gargeois

En marche

Garges Tamoul Welfare

Les amis de Saint-Martin

L'Oasis relais femmes

Mieux vivre à Carnot

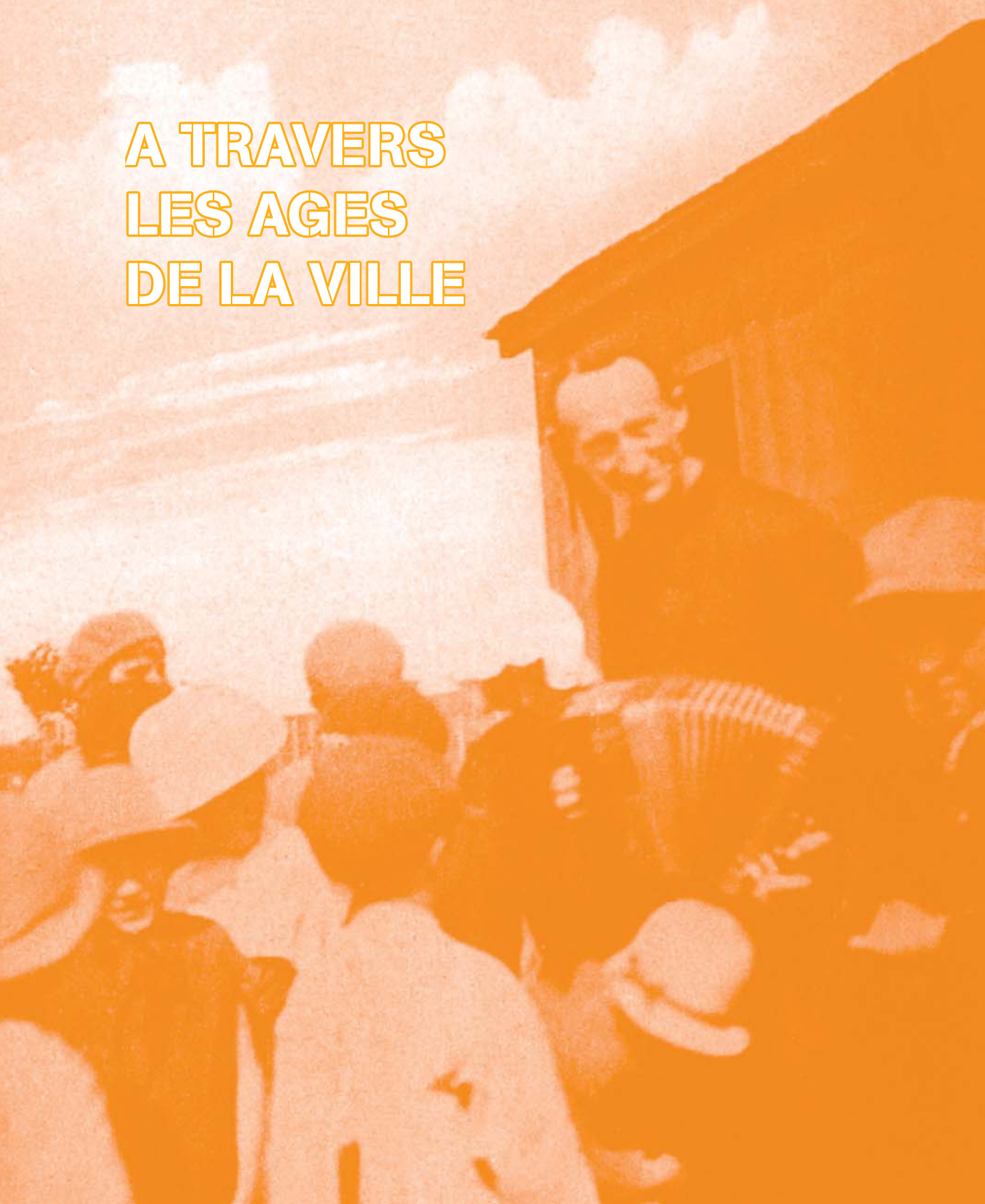
Secours catholique

Secours populaire français - Comité de Garges-lès-Gonesse

Avec l'aide des Archives départementales du Val d'Oise, de la Sous-préfecture de Sarcelles, du groupe 3F et de l'Association d'histoire Trajectoires.

Avec le soutien de la D.R.A.C. Ile-de-France.

A TRAVERS LES AGES DE LA VILLE



GARGES ÉTAIT UNE PETITE COMMUNE RURALE d'environ 500 habitants, lorsqu'elle connut une phase d'extension avec le développement de plusieurs lotissements : la Lutèce et l'Argentièrre à partir des années 1910, puis Bellevue, le Parc de Garges, l'Espérance, le Centre, la Croix Buard, Garges-Sarcelles durant l'entre-deux guerres. Il s'agissait généralement de terrains achetés par des sociétés (Société du carré Saint-Martin, Société Isidore Bernard...) et revendus en petites parcelles à des parisiens ou des banlieusards. Ceux-ci les transformaient souvent en jardins et y bâtissaient cabanes en bois ou maisons en dur servant de domicile principal ou secondaire. L'entre-deux guerres vit également se construire, au sein du lotissement l'Espérance, les premières Habitations à bon marché (HBM, ancêtres des HLM), construites par la société Les Maisons saines.

La commune éclata alors en plusieurs petits quartiers, disséminés au milieu de vastes champs de céréales, de betteraves à sucre et de pommes de terre. Sa population s'accrut par l'afflux de nouveaux habitants de condition généralement modeste, ouvriers, artisans, employés, commerçants..., pour atteindre les 2 600 habitants en 1921. Le Parti communiste commença à s'implanter dans ces nouveaux lotissements, à la Lutèce notamment. Puis il remporta en 1935 les élections municipales.

Les premières associations gargeoises

C'EST DANS UN TEL CONTEXTE DE TRANSFORMATION de la commune que furent créées les premières associations, dont plusieurs étaient liées au Parti communiste. En 1913, 1926 et 1932 de nouveaux habitants des lotissements se regroupèrent en comités de défense. En 1923, d'anciens mobilisés de la guerre 1914-1918 fondèrent une *Amicale*, suivis en 1927, par les sapeurs-pompier, lesquels se dotèrent d'une *Société*



Une rue de Garges au début du XXème siècle.



Le lotissement de la Lutèce vers les années 1920.

d'encouragement. Vers 1931, deux associations sportives apparurent, l'*Union sportive gargeoise* et l'*Etoile sportive ouvrière Stains-Garges*. En 1933, ce fut au tour des commerçants de constituer une association.

En septembre 1936, suite à la création des « congés payés », naquit une association de loisirs, l'*Amicale touristique et familiale de Garges*. Deux ans plus tard, deux sociétés culturelles virent le jour : l'*Espérance*, alliant art de la musique et préparation militaire, et le *Dahlia rouge*, « société artistique prolétarienne ». Elles furent rejointes par une nouvelle structure sportive puis, en 1940, par un *Comité d'entraide aux mobilisés et à leurs familles*.

Au total, on peut évaluer à environ une quinzaine, le nombre d'associations gargeoises officiellement déclarées avant la seconde guerre mondiale, nombre inférieur toutefois à celui de communes proches comme Arnouville, Villiers-le-Bel ou Sarcelles qui comptaient respectivement, avant 1930, au moins 16, 19 et 27 associations déclarées.

Les associations, dont quelques-unes étaient subventionnées par la mairie, ont immédiatement participé à la vie publique, par exemple aux cérémonies commémoratives. Pour la Toussaint 1925, elles furent ainsi conviées par le maire, avec les enfants des écoles, à se joindre au cortège qui allait au cimetière déposer une couronne sur

le monument aux morts. On peut supposer qu'elles prenaient part également à la fête nationale et aux fêtes communales qui avaient lieu au cours du mois de juillet dans trois quartiers : « Garges » (le premier noyau de la commune qu'on n'appelait pas encore « le Vieux Garges » ou « le Vieux Pays »), la Lutèce et l'Argentière.

Les associations jouaient également un rôle important dans l'animation communale en organisant diverses réunions festives, souvent dans des cafés de la ville. Ainsi en novembre 1929, *l'Espérance* tint son premier banquet au débit dit « Tessier » tandis que *l'Amicale des anciens mobilisés* donna un concert au café Gaillard au Vieux Pays. Ces fêtes qui se terminaient fort tard provoquaient d'ailleurs des rivalités entre tenanciers, voire des conflits entre ceux-ci et la mairie, pour obtenir la permission d'ouverture durant la nuit. Les groupements communistes se mobilisaient quant à eux pour les « goguettes », ces fêtes de plein air que le parti organisait dans divers quartiers de la ville.

L'Occupation et la Libération

DE NOUVELLES ASSOCIATIONS SE CRÉÈRENT SOUS L'OCCUPATION, la municipalité étant alors dirigée par une « délégation spéciale ». Deux concernaient le jardinage, *l'Amicale des jardins des prévoyants* et *l'Association des jardins ouvriers du Vol à Voile*, du nom d'un vaste terrain prêté à la mairie en 1941 par la Société foncière de Seine-et-Oise. Apparurent également une association d'aide aux personnes âgées et une association familiale. Un *Comité local d'aide aux prisonniers* existait aussi, animé par l'abbé Herrand, un curé arrivé à Garges en 1936 après avoir été vicaire au Blanc-Mesnil puis à Chaville, et qui jouera un rôle important dans la vie associative locale. A la

ÉTAT FRANÇAIS
Délégation Régionale à la Famille
pour l'Île-de-France

Modèle
EXEMPTION DU TIMBRE
(loi du 29 Décembre 1942
article 13)

26 MAR 1944 Paris, le 17 MARS 1944

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-OISE
28 MARS 1944

DÉCLARATION D'UNE ASSOCIATION DE FAMILLES
à la PRÉFECTURE de SEINE-&-OISE

Lois des 1^{er} Juillet 1901 et 29 Décembre 1942

1. — Association de familles de GARGES LES GONNESSE
(circonscription, département)

Siège social 1'Ecole de la Lutèce - 33 rue Pierre Curie à Garges
(adresse complète).

2. — Adresses particulières de ses Établissements ou Services (éventuellement).

La création de *l'Association familiale*. Ces associations étaient promues et réglementées par le régime de Vichy.

Libération, ces associations furent rejointes par deux autres structures, l'*Université populaire de Garges* et le *Comité local d'assistance à la famille*.

Garges dont la population s'élevait à 3 500 habitants vit éclore, à partir de 1946, de nouvelles associations. Les unes, telles l'*Union des femmes françaises*, l'*Association des jeunesses républicaines de France*, l'*Association républicaine des anciens combattants*, la *Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes* étaient liées au Parti communiste, lequel remporta de nouveau en 1947 les élections municipales, Jeanne Carnajac devenant maire de la commune (une des toutes premières femmes à occuper cette fonction en France). D'autres, telle l'*Oeuvre des amis de l'école laïque*, s'inscrivaient dans le mouvement de défense de l'école publique et laïque qui se développait nationalement durant cette période. Une autre encore, les *Bleuets*, au Vieux Pays, était un groupement paroissial destiné aux enfants et créé par l'abbé Herrand en 1947.

Les années 1950

LA DÉCENNIE SUIVANTE VIT S'IMPLANTER LES DERNIERS LOTISSEMENTS (un nouveau à l'Argentièrre en 1949 et un autre, l'Équité, au Vieux Pays au début des années 1950). A partir de 1954, quelques groupes de logements individuels (pavillons, « logements économiques et familiaux », cité d'urgence) furent également édifiés par des coopératives de construction comme Baticoop, l'Habitat communautaire, l'Union des castors des professions

du transport de la région parisienne...

Au même moment, se développaient de nombreuses baraques insalubres, les unes dans la zone proche du Croult appelée « Pieds humides », autour des rues des Pêcheurs et des Chasseurs, de l'allée des Roses... les autres dans une aire plus étendue située approximativement sur les lieux-dits les Doucettes, l'Argentièrre et le Tiers Pot. En 1954, 200 personnes environ, dont des immigrés d'Europe de l'Est, Polonais, Tchèques, Ukrainiens, habitaient des foyers sans eau ni électricité aux Pieds humides et une centaine d'autres, dont de nombreux Espagnols, Portu-



Nouveaux pavillons construits en 1954.



Bidonville dans les années 1960.

gais et quelques Maghrébins, se disséminaient entre du Tiers Pot, chemins des Doucettes, des Louvres, des Prieuses...

Alors que la population croissait encore pour avoisiner les 5 800 habitants en 1956, le nombre d'associations s'éleva légèrement durant la décennie 1950-1960. Parmi les nouvelles organisations figuraient deux structures créées afin d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour obtenir l'aménagement des zones insalubres d'habitation, une section de la *Croix rouge française*, une société de boulistes, une association de parents d'élèves, une nouvelle association familiale... Quant aux associations d'avant-guerre, elles avaient pour la plupart disparu, hormis *l'Espérance* et *la Société des sapeurs-pompiers*.

Ces années correspondent à une hausse continue du montant des subventions municipales pour un nombre de bénéficiaires relativement stable. Si l'on écarte les structures paramunicipales telles que la Caisse des écoles, on passe par exemple de 22 000 francs délivrés en 1953 à 5 associations à 175 000 francs accordés en 1959 à 4 associations.

Le développement des Grands Ensembles (1958-1980)

L'ANNÉE 1958 VOIT BATICOOP LANCER LA CONSTRUCTION DES VERGERS, la première tranche de logements collectifs du futur grand ensemble Dame Blanche. Ce projet de ville nouvelle, imaginé quelques années auparavant, était au départ ambitieux : une cité d'environ 25 000 habitants, divisée en sept quartiers, avec un quartier commercial, une ferme modèle et une zone industrielle permettant d'assurer équilibre entre habitat et emploi. Mais le projet fut entravé. Baticoop se heurta à des contraintes administratives qui retardèrent l'exécution de son programme et à des difficultés de réalisation qui l'obligèrent à s'allier à d'autres entreprises.

Après les Vergers, suivirent les constructions de nombreuses sociétés telles que OCIL, l'Habitat communautaire, GIAL, 3F (Foyer du fonctionnaire et de la famille). Garges se transforma en une ville champignon, constituée essentiellement d'habitats collectifs (ils représenteront au final 80% des logements de la ville). Les 3F bâtirent le plus grand parc



La construction de Dame Blanche dans les années 1960.

locatif de la commune, Garges Nord d'abord (1 860 logements), édifié dans les années 1960, qui logea au départ beaucoup de rapatriés du Maghreb, des salariés bénéficiant du « 1% patronal » ainsi que des mal logés (de Gennevilliers entre autres...), puis Garges Est (les Basses Bauves, 680 logements), Garges Centre (460 logements) et enfin la Muette (environ 1 100 logements) sur un terrain appartenant à la Société foncière de Seine-et-Oise. La Muette accueillit en 1971 ses premiers habitants, parmi lesquels de nombreuses familles mal logées de Garges et des communes proches, mais aussi de villes comme Argenteuil et la Courneuve. Au final, le groupe 3F disposera sur Garges de plus de 4 000 logements, ce qui représente un de ses plus importants patrimoines après Paris.

Quelques copropriétés aux noms enchanteurs furent également construites, notamment dans le quartier Barbusse (Bellevue, Beausite, Bellegarde, Beausoleil...), lequel était parfois nommé, compte tenu du statut social de ses résidents, le « seizième arrondissement de Garges ».

Un autre programme de construction fut mené par la société Logirep aux Doucettes, dans le cadre d'une opération de résorption des bidonvilles, lesquels abritaient au moins 500 personnes en 1966. La nouvelle cité Logirep (près de 700 logements) ouvrit ses portes durant l'été 1971. Ses habitants comptaient de nombreux Espagnols et Portugais, en provenance surtout du « bidonville » proche et dans une moindre mesure de celui des Pieds humides.

La population gargeoise grossit, atteignant 7 000 habitants en 1960, 10 000 en 1962, plus de 27 000 en 1968,



L'harmonie municipale à Dame Blanche vers 1965.



La Muette au début des années 1970.



Les Doucettes dans les années 1980.

37 500 habitants en 1975 dont près de 20% d'étrangers. Dans un quartier comme la Muette, ce pourcentage approchait même les 40%, avec une majorité de Maghrébins et une minorité d'Ibériques. Cet afflux entraîna en 1977 des alarmes publiques des 3F « en raison du taux d'étrangers par trop important de nos groupes gargeois ».

Alors que la municipalité et Baticoop prévoyaient au départ un équilibre entre habitat et activités économiques, affirmant tous deux refuser une « ville dortoir », c'est finalement un fort déséquilibre qui prévalut à Garges avec un tissu économique très faible, d'autant plus fragilisé que les zones d'activité commerciale prévues,

celle de la Muette notamment, ont vite périclité. Cette situation pèsera lourdement sur les finances de la ville et entravera son développement.

L'implantation des grands ensembles provoqua un relatif renouveau des associations. Se créèrent ainsi progressivement des structures de défense d'intérêts telles que les amicales de défense du logement, les associations de parents d'élèves, les groupes d'anciens combattants et également de commerçants, du fait de l'ouverture de plusieurs centres commerciaux et de marchés. D'autres structures concernaient le sport, l'animation et la solidarité...

Le nombre des associations s'accrut toutefois modestement, relativement à l'augmentation de la population, avec une phase de croissance modérée entre 1960 et 1969 (entre vingt et trente associations créées dont plusieurs paramunicipales), suivie par une relative hausse entre 1970 et 1979 (environ 45 nouvelles associations), liée peut-être à l'effet de mai 1968 qui avait promu l'association comme un des moteurs de la vie démocratique et sociale en France. Rares furent les associations créées avant 1960 qui purent traverser les deux décennies. *L'Espérance* par exemple disparut après 1964, *l'UFF* après 1973...

Pendant cette période, la municipalité intervint davantage en matière de vie culturelle et de fête. Elle créa en 1965 un centre culturel municipal qui regroupait le conservatoire, le ciné-club, l'art dramatique..., ouvrit en 1966 une maison des jeunes et de la culture à Garges Nord. Cette même année, elle lança la « Boum à Warjacum », du nom supposé d'un poste de garde gaulois du Ve siècle. La première édition dura 10 jours et réunit fête foraine, foire commerciale, bal de nuit, stands des sociétés locales, animations culturelles et sportives, élection de la reine de Garges, feu d'artifice, etc.



La «Boum à Warjacum» vers 1966.

La municipalité augmenta progressivement le nombre d'associations subventionnées, plusieurs étant toutefois non domiciliées à Garges, comme *l'Association Gabriel Péri*, *l'Association des paralysés de France* ou *Sauvegarde de l'enfance du Val d'Oise*... Un bond semble avoir eu lieu après 1970. Les bénéficiaires gargeois (hors associations paramunicipales) atteignirent la douzaine cette année là, puis approchèrent la vingtaine en 1972 et 1973, avec des subventions variant alors de 50 à 500 francs pour la plupart, et de 1 000 à 2 000 francs pour quelques autres. Les associations sportives se taillaient la part du lion, vu l'augmentation continuelle des subventions attribuées à l'office municipal des sports : 1 000 francs en 1965, 8 000 en 1967, 54 000 en 1970, 150 000 francs en 1972.

Dès les élections municipales de 1965, auxquelles les habitants du grand ensemble participaient pour la première fois, les nouvelles associations commencèrent à devenir acteurs et enjeux de politique locale. Une polémique éclata notamment au sein de *l'Association des parents d'élèves*, certains ayant rompu le pacte interne qui empêchait de se présenter sur une liste au nom de l'association. Des associations intervinrent de nouveau lors de la campagne pour les élections municipales de 1971. Des habitants, dont quelques responsables associatifs, affirmant mener « des activités culturelles, sociales, éducatives ou artistiques », formèrent par exemple une liste d'opposition.

L'Association animation Dame Blanche se prononça publiquement en faveur d'un « office culturel municipal où seraient représentées toutes les associations culturelles », et pour une « augmentation des subventions sportives et culturelles à tous les échelons administratifs et une juste répartition de celles-ci entre toutes les associations de notre cité, dans le respect des particularités de chacune d'entre elles ». En fin d'année, en réaction peut-être à ces initiatives, la municipalité annonça qu'une vingtaine d'élus allaient être chargés d'assurer la liaison entre les administrés et les associations, pour « permettre des contacts plus fructueux ».

La crise sociale après 1980

DURANT CETTE PÉRIODE, Garges fut confrontée à un endettement croissant tandis que les habitants connaissaient une forte détérioration de leurs conditions de vie, aussi bien dans le parc locatif que dans les copropriétés.

En matière d'habitat, une longue succession d'opérations de réhabilitation et de rénovation fut engagée. Le groupe 3F réhabilita la Muette vers 1983-1984 (cité clas-



La fête du parc dans les années 1980.



Agorassociations, 2006.

sée « Ilot sensible » l'année précédente), puis Dame Blanche Nord dans les années 1992-1995, Garges Centre et enfin Garges Est. Ce fut l'occasion, à la Muette notamment, d'effectuer un rééquilibrage social et ethnique, conformément à la volonté du bailleur et de la municipalité, suscitant l'arrivée de nombreuses familles du nord de la France. A Garges Nord, la concertation préalable avec les associations semble avoir été plus féconde qu'à la Muette. Elle dura un an et permit entre autres la création de plusieurs locaux associatifs.

Le départ des classes moyennes se développa, soit hors de Garges (notamment vers la province pour nombre de nouveaux retraités), soit vers les quartiers pavillonnaires de la commune. La part de la population immigrée progressa encore – tout en se diversifiant (Afrique de l'Ouest, Turquie, Pakistan, Sri Lanka...) –, atteignant environ 11 000 personnes en 1999 soit 27,7% de la population.

Suite à plusieurs incidents violents, le sentiment d'insécurité s'accrut, certains quartiers de Garges - voire la ville dans son ensemble – commençant à faire l'objet d'une stigmatisation dans la presse dès le début des années 1980. Ce phénomène s'amplifia après les « émeutes » de jeunes qui éclatèrent en 1994. Un quartier comme la Muette fut alors déserté par plusieurs services publics entre 1996 et 1999, tels que l'Agence nationale pour l'emploi et la Caisse d'allocations familiales (CAF)...



Sur le plan politique, la ville connut en 1995 un bouleversement, avec la victoire aux élections municipales de la liste conduite par Nelly Olin, membre du RPR, sur celle du Parti communiste qui dirigeait la mairie depuis l'après-guerre.

La crise sociale et la stagnation démographique (autour de 40 000 habitants depuis 1980) n'ont pas eu d'incidence sur le développement associatif. Au contraire, pourrait-on dire. Le nombre d'associations a connu en effet une véritable explosion, avec une centaine de créations entre 1980 et 1989, environ 200 entre 1990 et 1999, plus de 150 entre 2000 et 2005. En 2003, 350 associations domiciliées sur Garges étaient recensées.

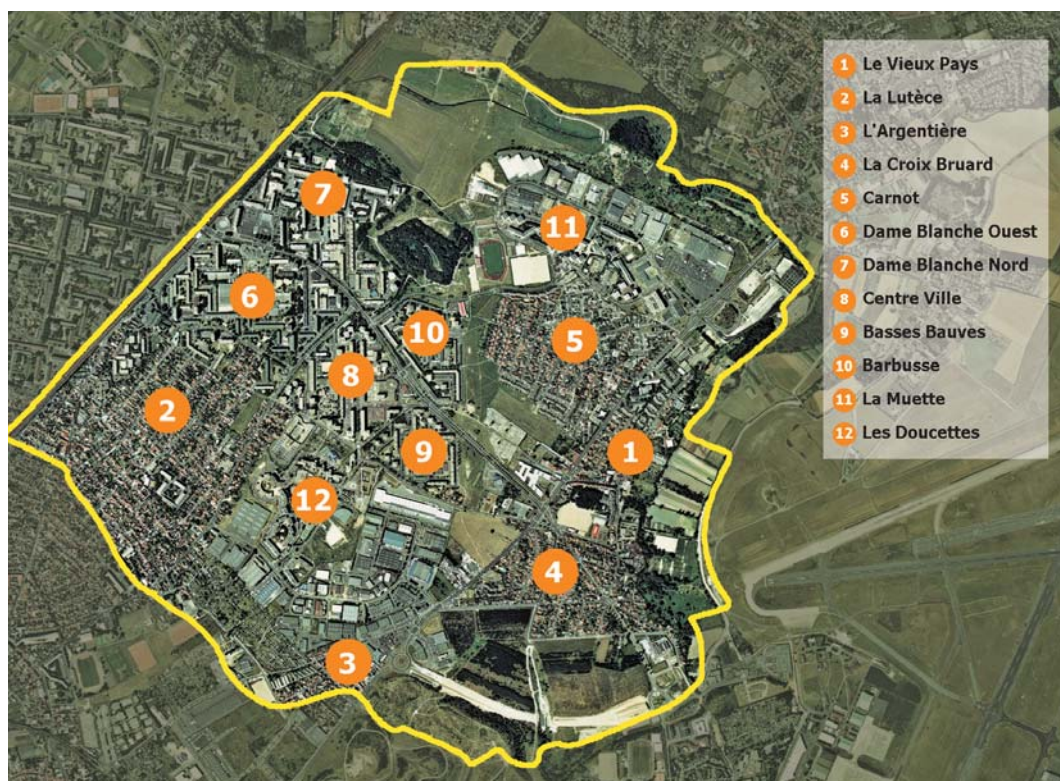
Cet accroissement peut être relié – en partie seulement – aux nombreux dispositifs relevant de la « Politique de la ville ». Ceux-ci ont diminué dans une certaine mesure la centralité de la mairie dans l'aide aux associations, certaines pouvant obtenir des aides de l'Etat, de la CAF, du Fonds d'action sociale. ..., dans le cadre du « Dispositif social de quartier » (DSQ) puis du « Contrat de

ville » signé en 1993. De nouveaux interlocuteurs firent alors leur apparition en matière de soutien, comme le Sous-préfet à la ville, les deux chefs de projet supervisant à Garges l'ensemble des projets urbains et associatifs DSQ... La participation associative à ces dispositifs était toutefois toute relative : en 1999, 60 à 80 associations (soit moins de la moitié de l'ensemble) y impliquaient leurs activités.

Les champs des principales activités associatives demeuraient toujours l'animation, la solidarité et l'entraide, la défense d'intérêts collectifs (logement notamment), le sport... avec également un fort développement de l'éducation, de la religion, de l'emploi et plus généralement de la sociabilité, sous forme d'associations ouvertes ou communautaires. De nouveaux acteurs firent leur apparition dans la création d'associations, notamment les immigrés et les jeunes (associations musicales, sportives...). La municipalité prit en compte progressivement ce développement associatif. Elle créa notamment en juin 1985 une nouvelle délégation concernant l'animation dans la ville et les relations avec les associations. Elle répertoria également à partir de l'année suivante plusieurs associations dans ses éditions du « Guide municipal ». Toutefois, jusque vers la fin des années 1980, la visibilité associative demeurait limitée aussi bien dans le journal municipal que dans le programme de la grande fête municipale dite « Fête du parc », créée en 1981. En 1988 en revanche apparut un « espace association » parmi les traditionnels « espaces » de la fête et en 1991 le thème de la vie associative occupa une large place dans les débats proposés au public, ainsi que dans les colonnes du journal municipal. Cet intérêt croissant pour l'univers associatif se manifesta en outre par la mise en place en 1993 d'un « Forum des associations » à Dame Blanche Nord.

Après son élection en 1995, la nouvelle municipalité accentua cette valorisation de la vie associative. Elle créa en 1996 un « Service animation vie associative » (SAVA) et lança en 1997 « Agorassociations » avec l'objectif de favoriser les rencontres entre associations et entre celles-ci et le public (la manifestation réunit environ entre trente et cinquante associations). En 2000, elle ouvrit un Centre de ressources pour les associations pour les accompagner et les aider dans leur démarche de montage de projet, de recherches de financements. Elle lança en 2002 le mensuel « Temps libre » consacré en partie à la vie associative et édita le « Guide du Temps libre et des loisirs » qui répertorie plusieurs associations.

Le nombre d'associations subventionnées par la municipalité s'accrut encore dans les années 1980, dépassant les 80 en 1995 dont 58 recevant une aide inférieure à 1 000 francs. Le changement de municipalité de 1995 provoqua un certain renouvellement des structures soutenues et une relative évolution des montants des financements : en 1997, 84 associations étaient subventionnées, 57 bénéficiant d'une aide comprise entre 1 000 et 3 000 francs.



Les quartiers de Garges aujourd'hui.

A TRAVERS LES QUARTIERS DE LA VILLE



LES PREMIÈRES STRUCTURES PRENANT EN CHARGE spécifiquement l'animation d'un quartier, notamment lors de la fête du 14 juillet, étaient les comités des fêtes, qui remontent à 1921, pour les trois quartiers de l'époque (Garges, la Lutèce, l'Argentière). Quelques rares associations vinrent les relayer dans les années 1950, telle *l'Amicale de l'Argentière* qui se proposait d'offrir aux enfants et aux vieillards du quartier, « des sorties, des divertissements, des friandises ».

Durant les années 1960, quelques nouveaux « comités » firent leur apparition, comme *le Comité de lotissement du quartier l'Espérance* ou *le Comité des fêtes de l'avenue Carnot*. Mais ils intervenaient toujours de façon ponctuelle, pour animer un 14 juillet ou offrir aux anciens une journée de fête... Plusieurs associations se constituèrent aussi à l'échelle de quartiers, à Dame Blanche, au quartier pavillonnaire de la Lutèce, aux Doucettes, mais dans des logiques plus pérennes cette fois. Elles concernaient l'animation culturelle, le sport, l'aide sociale... Le phénomène s'étendit durant les années 1990 à d'autres quartiers, le Vieux Pays, Carnot, la Muette...

Donner une âme à Dame Blanche

EN 1960, DES COPROPRIÉTAIRES des tout nouveaux logements de Dame Blanche Ouest, confrontés à l'anonymat, à l'isolement géographique et à une absence quasi générale d'équipements, décidèrent de développer diverses formes d'entraide, ainsi que des réunions festives, des activités sportives et culturelles en faisant participer aussi bien maris, femmes qu'enfants. Ils étaient encouragés en cela par la société constructrice Baticoop qui voyait dans « l'animation », menée par les habitants eux-mêmes, une activité essentielle permettant aux cités nouvelles de faire face aux dangers qui leur étaient attribués : l'ennui, l'isolement, la délinquance...



Départ du char de l'Association animation Dame Blanche au Corso d'Arnouville, vers 1962.



«Les Boulingrin» de Courteline joués par la section théâtre de l'AADB, vers 1962.

Une association fut officiellement créée en mars 1961, sous le nom d'*Association animation Dame Blanche (AADB)*. Elle put disposer rapidement de locaux d'abord par la « débrouille » collective, puis par l'aide de Baticoop. Plusieurs sections se créèrent progressivement dans différents domaines, selon les passions et les savoir-faire des habitants, avec une volonté de non cloisonnement entre groupes : judo, théâtre, photo-cinéma, peinture, bricolage, aéromodélisme, échecs, philatélie, jardinage...

L'animation du quartier prit de nombreuses formes : bals au foyer Pierre Sépard – on y venait même d'autres quartiers de Garges, voire de Stains ou de Sarcelles –, défilés d'enfants déguisés dans les rues de Dame Blanche, participation collective au défilé de chars de la fête du vieil Arnouville, mise en place du premier journal de quartier de Garges « Dame Blanche Gazette »...

L'AADB pouvait aussi intervenir en tant que groupe de pression local, luttant contre le monopole de l'Union commerciale sur Dame Blanche ou protestant en mai 1962 contre les changements de noms des rues du quartier par la municipalité.

Après 1969, l'association put utiliser, avec d'autres associations et la CAF, un nouveau local, le Café-club, financé par l'Association pour les équipements sociaux, émanant de l'OCIL. Il accueillit entre autres tous les jeudis après-midi les activités pour jeunes de l'association (ping-pong, philatélie, échecs, mime, chorale...), ainsi que les répéti-

tions de la chorale *A cœur joie*, dite encore *Chorale Dame Blanche*, fondée en 1970. Malgré la poursuite des bals au café-club, des sorties comme le rallye touristique de septembre 1973, les sections non sportives déclinèrent progressivement et ce pour plusieurs raisons : lassitude des animateurs, départs hors de Garges, prise en charge de l'animation par les structures municipales...

Une « commune libre » à la Lutèce...

LA SECONDE ASSOCIATION DE QUARTIER apparut dans le vieux quartier de la Lutèce à l'initiative de trois commerçants, le propriétaire du bar de la rue Pierre Séward et le couple de gérants de l'épicerie Coop. Mêlant les idées de comité des fêtes et de « commune libre » - inspirée vraisemblablement par celles de Montmartre ou d'Aligre créées en 1920 et 1955 dans la capitale — ce petit groupe fonda en 1968 *le Comité des fêtes de la commune libre de la Lutèce*. A l'instar des autres « communes libres », l'association procéda dès sa création à l'élection symbolique d'un « maire ». Le premier s'acquitta de cette tâche jusqu'en 1976.

Dans ce quartier « calme et pavillonnaire », qui n'en connaissait pas moins quelques problèmes selon certains, l'association organisa tous les ans, rue Daniel Panquin, une kermesse. Les bénéfices réalisés permettaient d'offrir chaque année diverses animations à la population : un bal et des animations lors du 14 juillet (jeux d'enfants, défilé de chars fleuris, kermesse, catch...) ; un banquet festif aux anciens « lutéciens », généralement dans le préau de l'école Louis Pasteur, à l'occasion duquel une « reine de la Lutèce » était élue ; des cadeaux distribués pour Noël aux enfants de la maternelle Joliot-Curie. L'association pouvait compter pour ses animations sur le soutien de jeunes filles bénévoles du quartier ainsi que de plusieurs commerçants de la Lutèce et de Stains.



Banquet annuel des plus de 65 ans organisé en 1981
par la Commune libre de la Lutèce.

Le début des années 1980 marqua cependant le déclin de l'association. Elle dut abandonner en 1981 sa traditionnelle kermesse, pour cause d'irruption de « petits loubards », puis cessa toutes ses fonctions durant l'été 1984, « ne disposant plus malgré ses appels réitérés d'un nombre suffisant de membres ». Elle remit à l'*Amicale des retraités de la Lutèce* l'ensemble des lots restant en sa possession et au directeur de l'école Curie le solde de ses disponibilités financières « en contribution aux frais entraînés par la sortie du Tréport de 160 enfants de cette école du quartier ».

Des commerçants continuèrent un temps à organiser quelques fêtes de soutien aux personnes âgées. D'autres associations prirent ensuite la relève de l'animation dans le quartier, comme *Lutèce jeunes* fondée en 1994 « pour prévenir la délinquance » en organisant divers loisirs et créer une « atmosphère de confiance entre jeunes et adultes », puis *Lutèce animation* fondée en 2000.

Au cœur des Doucettes, un centre social associatif

LA VIE ASSOCIATIVE DU QUARTIER DES DOUCETTES est liée au rôle historique qu'y a joué le centre social. Tout commença en 1971. Alors que la construction de la première tranche d'habitats collectifs confiée à Logirep était en voie d'achèvement, un modeste centre social s'établit dans la cité, géré par *Logement et promotion sociale (LPS)*, une

association régionale créée en 1967 pour lutter contre le logement insalubre des immigrés en région parisienne. *LPS* centra d'abord ses missions sur les adultes du quartier, composés en grande partie par les Espagnols et Portugais des anciennes baraques. « Ils ont commencé par des choses absolument fondamentales, se souvient une travailleuse sociale, se repérer dans les transports, se repérer dans le métro, reconnaître sur un papier les sigles de la CAF, des impôts... en jouant uniquement sur l'iconographie, puisqu'on était vraiment auprès de gens qui ne savaient pas lire ». Dans un second temps, l'association s'orienta davantage vers les jeunes, montant notamment une équipe de prévention sur le quartier.



Supporters du club de football des Doucettes.

La même année, des fils d'immigrés de la cité Logirep décidèrent de former une équipe de football, peut-être à l'initiative de l'*Amicale des locataires*, association issue du bidonville. Leur club, *Olympique de Garges*, s'entraînait à Stains où un prêtre avait déjà monté un modeste club de football. Les matchs de l'*Olympique* furent l'occasion pour les habitants espagnols et portugais de maintenir de façon conviviale et festive les liens tissés depuis le bidonville.

A partir des années 1972-1973, LPS organisa ses premières fêtes de quartier, en relation avec l'*Amicale des locataires*, d'abord hors du quartier, à la salle paroissiale Panquin, puis devant le magasin Franprix des Doucettes. LPS proposa aussi aux jeunes des excursions, vers les plages de Picardie par exemple, puis dans des parcs d'attraction...

En 1974, alors que la cité était encore en chantier, des membres de la Communauté des frères des écoles chrétiennes vinrent s'installer dans un appartement. Choissant de travailler avec les jeunes, ils relancèrent en 1977 le club de football (une nouvelle association *Olympique de Garges* fut créée), proposèrent des sorties et mirent sur pied en 1978, à la demande d'adolescents des Doucettes déscolarisés, une école pour jeunes en difficulté scolaire qui prit le nom d'Oscar Romero.

En 1979, l'expulsion des migrants du foyer Sonacotra, suite à une longue grève des loyers, fut selon un témoin « un révélateur de la vie associative du quartier », faisant se rencontrer notamment « militants de base communistes et militants chrétiens ». La vie associative se développa après 1980 avec la création d'une association de boulistes en 1982, d'une crèche parentale *les Doux lutins* en 1985 à l'initiative de jeunes mamans, d'*Agora des Doucettes*, vers la fin des années 1980, association d'animation créée par des jeunes du quartier, laquelle sera dissoute en 1994. En 1991 se formèrent également un groupe de *Pionniers* puis, en 1994, *Dimanche matin Doucettes*, structure d'animation formée par de jeunes adultes issus de l'immigration espagnole et portugaise, à partir des rencontres festives dominicales familiales autour du club de football local. Entre temps, vers 1987, LPS introduisit sur le quartier les « feux de la Saint-Jean ». L'année 1991 vit disparaître LPS. Sur ses cendres, un groupe comprenant entre



Une fête aux Doucettes vers la fin des années 1970.

autres des travailleurs sociaux de cette structure, la directrice du centre social CAF Lamartine, une responsable de parents d'élèves et deux habitants du quartier, créèrent une association dénommée *Centre social des Doucettes*, tandis que d'autres anciens de LPS à Garges et à Bezons fondaient *Berges* dans le secteur de la prévention. Le nouveau centre social associatif a continué à jouer un rôle structurant dans le quartier, d'autant plus qu'il a choisi délibérément, à la différence de l'ancien centre social, de faire rentrer des habitants au sein de son conseil d'administration. Après avoir lancé dès le début de son existence une enquête auprès des habitants, il a tissé continuellement des liens avec eux, y compris ceux du foyer Sonacotra proche, les autres associations locales et les établissements scolaires. Parmi ces initiatives, on peut citer la Maison des parents créée au collège Henri Wallon avec l'association *Enfants de France et cultures du monde*, installée au centre social en 1998. L'association *Centre social des Doucettes* est propriétaire de ses locaux, mais elle a toujours refusé, dans les nombreuses manifestations qu'elle organise - les fêtes notamment -, de se replier entre ses murs parce qu'explique la directrice, « c'est l'enfermement, c'est le contraire d'une dynamique, c'est tout ce qu'on veut. Nous, dans notre tête, c'est le quartier ». Face au risque de repli territorial, le centre social a cependant choisi de tisser de nouvelles relations hors du quartier, par exemple avec le Centre social du Plein midi.

La parole à la Muette

AU SEIN DE LA CITÉ EXCENTRÉE DE LA MUETTE, édifée au début des années 1970, les associations oeuvrant dans une logique de quartier étaient très peu développées, avec seulement une association de locataires créée en 1972, un *Club sportif des locataires de la Muette* fondé en 1979, ainsi qu'une association de parents d'élèves. Un groupe de catholiques, *la Jeunesse ouvrière chrétienne*, était également implanté ; disposant un moment d'un local, il proposait aux enfants des animations le jeudi et des sorties.

En 1982, alors que la cité fortement dégradée attendait sa réhabilitation (de nombreux appartements étaient alors fermés...), un petit groupe de jeunes décida de monter *l'Association socio-culturelle de la Muette (ASCM)*, laquelle représentait en fait la première association d'animation du quartier. Couramment appelée « l'association des jeunes », elle fit preuve d'un fort dynamisme à ses débuts et acquit une certaine reconnaissance locale. L'année suivante, un groupe de musulmans, plus âgés, s'organisa également en fondant *l'Association culturelle islamique*.

Au moment de la réhabilitation de la cité, vers 1984, plusieurs de ces associations, *l'Amicale des locataires* notamment, semblent avoir élargi leur champ d'action à la vie



Fête à la Muette en 1994.

du quartier dans son ensemble, ce qui permit de développer des initiatives communes, en relation avec les travailleurs sociaux de *LPS*. Une fête de quartier fut ainsi organisée durant l'été 1985 par l'*Association de parents d'élèves*, l'*Amicale des locataires*, l'*ASCM* et l'équipe de prévention *LPS*, de même qu'un spectacle de théâtre, « Le racisme au quotidien », à l'école primaire Jean Moulin. Le bon déroulement de ce type d'action était aux yeux des organisateurs « la preuve que la réputation de notre quartier due à certains est injustifiée ».

Trois ans plus tard, en 1988, un groupe de femmes – « au foyer » pour la plupart – créa *Mieux vivre à la Muette* pour « promouvoir sous toutes ses formes l'expression des habitants du quartier ». L'association s'engagea rapidement dans la création d'une halte-garderie dans un appartement du quartier, signant deux conventions avec les 3F et la commune. En 1989 s'ouvrait le centre social municipal Dulcie September qui joua un rôle d'appui auprès de nombreuses nouvelles associations : entre 1992 et 2000, pas moins de 9 y furent officiellement domiciliées. La Muette comptait encore l'association *Alternative*, fondée vers 1990 par un jeune habitant dans l'objectif de promouvoir la culture arabo-musulmane auprès des jeunes et de leur permettre d'échapper à la marginalisation.

En 1994, quelques mois après les « émeutes » de mars qui frappèrent la ville, apparut *En marche*. S'appuyant sur plusieurs bénévoles, adolescents et adultes, cette association se proposait d'aider avant tout les enfants du quartier par un travail d'accompagnement scolaire et de sorties. Elle a reçu le soutien des 3F qui mirent un local à sa disposition vers 1996 (auparavant l'association utilisait des appartements personnels, une salle de la Tour Europe, le centre social Dulcie...). Depuis 1999, elle signe chaque année avec eux une convention de partenariat, par laquelle elle s'engage à mener des actions en faveur de la propreté et de sensibilisation au cadre de vie. Elle est soutenue en contrepartie financièrement par le groupe immobilier.

Dans ce cadre, *En marche* a multiplié les activités, ateliers les mercredi, opérations de nettoyage, excursions culturelles en rapport avec l'architecture (Le Havre, Strasbourg, Orléans, viaduc de Millau)... L'association a également proposé aux familles des visites (musées, théâtre, Cité des sciences) et des sorties à la mer, au zoo pour qu'elles puissent s'extraire de leur domicile.



Animateurs et enfants au local de l'association *En Marche*.

Les animateurs sont motivés par la volonté d'aider les jeunes et de revaloriser un quartier injustement montré du doigt à leurs yeux. « L'association a beaucoup joué son rôle justement pour redorer un peu l'image du quartier, affirmait récemment un jeune responsable, parce que c'est vrai qu'on était particulièrement touché par cette image négative auprès de la ville et auprès des différentes entreprises qui venaient s'installer ». Si des problèmes ont existé, reconnaît-il, il n'en règne pas moins un esprit particulier à la Muette : « Il y a une certaine identité qui se dégage, un esprit famille qui n'existe pas dans les autres cités. Le fait qu'on soit refermé, c'est une sorte de village, tout le monde se connaît, je ne vais pas dire que tout le monde se parle, mais on se connaît et puis c'est vrai qu'on est très soudé comme quartier, c'est peut-être un peu ce qui dérange les autres quartiers, c'est la raison peut-être pour laquelle aussi ils aiment bien nous faire passer une sale image ».

Un « noyer » à Dame Blanche Nord

MALGRÉ L'OUVERTURE D'UNE MJC EN 1965, les associations de quartier à Dame Blanche Nord semblent relativement rares jusque dans les années 1990, hormis une *Amicale du temps libre et des loisirs*, née en 1983, qui voulait « organiser des activités extra-scolaires et susciter des liens d'amitié entre les habitants du quartier ».

En fait pendant longtemps, l'animation fut prise en charge par l'*Amicale des locataires CNL* qui disposait d'une certaine assise sur le quartier. Celle-ci organisa chaque année, à partir de 1979, une fête « de la Saint-Jean » qui prit progressivement de l'ampleur. Celle de 1982 comprenait un défilé dans toutes les allées du quartier, avec retraite aux flambeaux, musique, majorettes, brasier, feu d'artifice... L'*Amicale* initia également des randonnées pédestres annuelles, avec parcours d'une boucle autour de Garges.



Logo de l'Association du lieu-dit le noyer des belles filles.



Départ de la randonnée pédestre organisée par *le Noyer des belles filles*, 1994.

Après le départ en province en 1988 du président fondateur et suite à un différend sur la trop forte « politisation » de l'association, un groupe quitta l'association et fonda en 1991 *le Noyer des belles filles*, dont le nom s'inspirait d'un lieu-dit local. Bénéficiant d'un local mis à disposition par les 3F, la structure a organisé diverses activités de loisirs, telles que des concours, des randonnées pédestres avec les enfants des écoles, des thés dansants, des lotos, des sorties pédagogiques et culturelles... Elle participait aussi activement à la Fête du parc : « On décorait le stand et il y avait un jury qui passait sur la fête et qui décernait des prix. On s'y donnait à fond quand même. On a eu la chance pendant plusieurs années de gagner le premier prix et ça nous faisait une rentrée d'argent ».

Etant donné la fonte des effectifs et le vieillissement de ses membres, l'association s'est orientée ensuite vers les jeux (loto...) et les excursions culturelles à Paris et en province. Elle a perdu parallèlement sa dimension de structure de quartier : « Maintenant le problème c'est que ce ne sont pas forcément des gens du quartier qui participent à l'association. Alors c'est pour ça que quand on nous a demandé cette année d'assister à quelques réunions et de participer à la campagne de propreté, on a dit oui tout de suite pour montrer quand même qu'on était toujours partie prenante dans le quartier, même si les gens du quartier n'adhèrent pas ».

D'autres associations virent le jour à Dame Blanche Nord, *Enfance éducation 95* en 1990, *l'Oasis relais femmes*, en 1991-1992, *Multicultures gargeoises* en 1994, *Mosaïque* en 2001...

Le réveil du Vieux Pays

LE VIEUX PAYS, regroupant l'ancien village rural et les pavillons alentours, comptait quelques associations jusque dans les années 1960, tel *l'Arbre de Noël des enfants du vieux Garges* créé en 1950 pour offrir goûters et fêtes aux enfants des adhérents. La vie associative y connut ensuite une éclipse, cet ancien cœur communal devenant excentré suite à l'installation des grands ensembles. Elle reprit toutefois à partir des années 1980, au moment où s'éteignaient progressivement les dernières activités agricoles. En 1987, un petit groupe de retraités, partant du constat qu'il « y avait très peu d'associations ludiques », décida de se lancer bénévolement dans l'animation. Trois ans plus tard

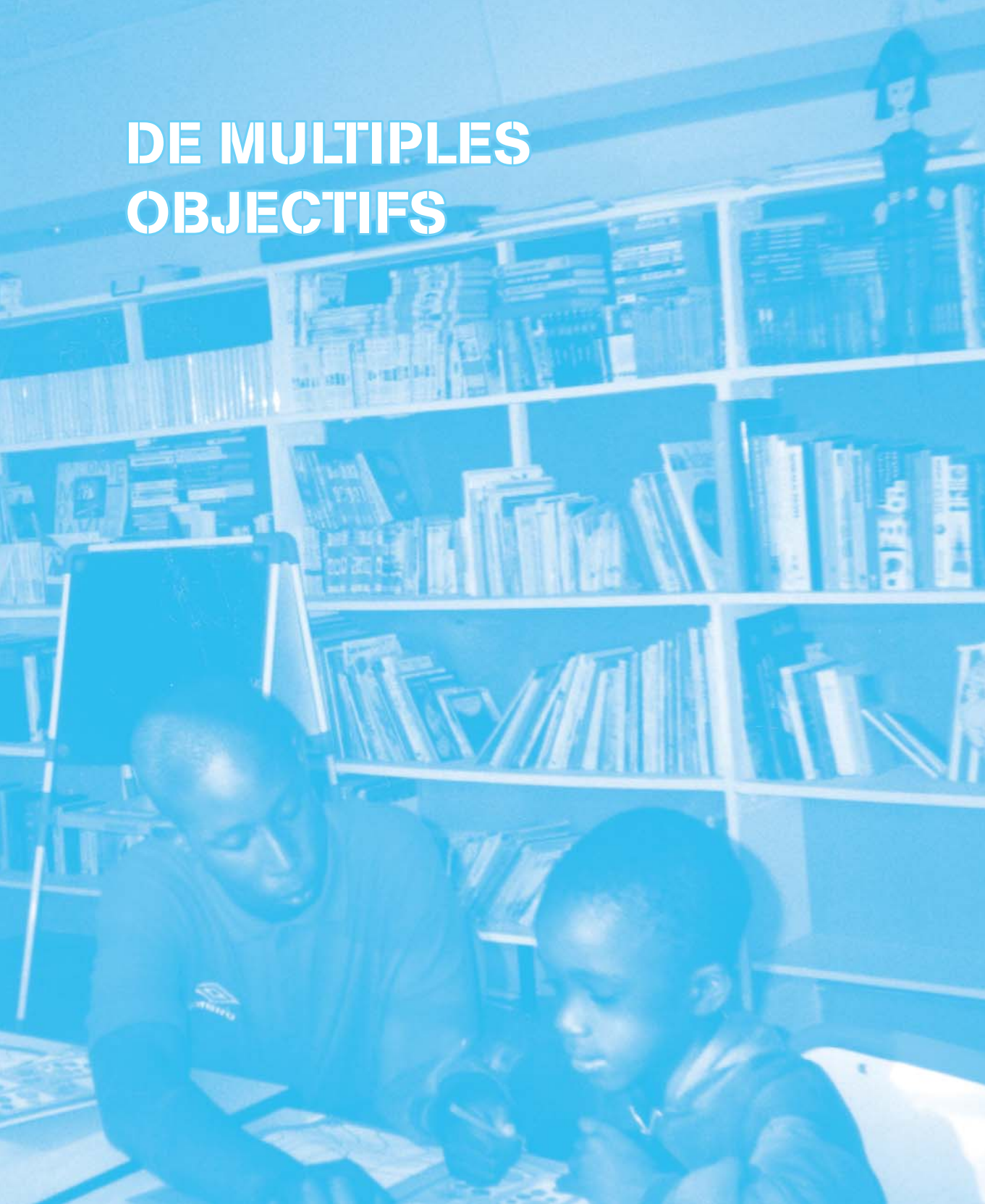
était officiellement créée *l'Association gargeoise pour l'animation, la détente et les loisirs (Agadel)*. « C'était vraiment pour amuser les gens du pays, du Vieux Pays », se souvient un des fondateurs. Grâce à l'aide d'un membre de *l'Amicale des locataires CNL de Garges Nord*, l'association reprit à son compte les initiatives de feux de la Saint-Jean avec feu d'artifice, aux Pieds humides cette fois, et de fête de Saint-Nicolas. Les réjouissances débutaient par une distribution déguisée de pains d'épices et de bonbons aux enfants des écoles Paul Langevin et Jean Jaurès – une arrivée de Saint-Nicolas eut même lieu en hélicoptère – et se terminaient par un spectacle de danses et de musiques au gymnase Jean Jaurès. « Quand on parlait de Saint-Nicolas et qu'on avait la charrette que nous prêtaient les services techniques, il fallait voir le nombre de personnes qui se trouvaient derrière, et puis les enfants qui étaient enthousiastes, parce qu'il jetait les bonbons ».

L'Association sport animation du Vieux Garges et *Football club Vieux Garges* se constituèrent également en 1990, suivis par *Pétanque au Vieux Pays* en 1994, puis par *Bien vivre au Vieux Pays* en 1996 ; cette dernière, formée moins dans un esprit d'animation que de protection de l'environnement, s'opposait notamment au projet d'autoroute A16, aux vols de nuit de l'aéroport du Bourget et au bruit de la déviation de l'avenue de Stalingrad. En 1997, la liste s'allongea encore avec *Carnot et Vieux Pays* qui proposait d'intervenir en matière d'animation et d'urbanisme...



Fête de la Saint-Nicolas organisée par l'Agadel, 1994.

DE MULTIPLES OBJECTIFS



LES ASSOCIATIONS GARGEOISES POURSUIVENT DE NOMBREUX OBJECTIFS, lesquels évoluent au fil de l'histoire de la ville. Il est impossible de les énumérer tous ici, tant le monde associatif est foisonnant et dynamique, prospectant de nouvelles questions, abandonnant des champs d'activité ou bien les articulant en de nouvelles combinaisons... La défense collective d'intérêts, la solidarité et l'entraide, la religion, le besoin « communautaire » et la volonté de favoriser le « vivre ensemble » semblent avoir été des domaines particulièrement investis.

LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS

LA LOGIQUE DE DÉFENSE COLLECTIVE D'INTÉRÊTS est à l'origine des premières associations gargeoises créées au début du XXe siècle. Ce type d'organisation a ensuite traversé tout le siècle, touchant des domaines comme le logement, les parents d'élèves, les anciens combattants... Si ces associations sont à caractère plutôt revendicatif, elles poursuivent souvent aussi d'autres objectifs, la solidarité et la convivialité notamment, ou encore, dans le cas des anciens combattants, la perpétuation du souvenir.

Le logement

ON PEUT DATER DES ANNÉES 1910-1930, l'apparition des premières associations liées à l'urbanisme et au logement. Ces groupements émanaient d'habitants des lotissements qui s'organisaient pour faire face au manque d'infrastructures de leur quartier, telles que la voirie, le tout-à-l'égout ou l'éclairage public. *L'Amicale de Garges* fut ainsi créée dès 1913 pour favoriser le développement de chemins et s'occuper « d'intérêts généraux ». Elle fut suivie en 1926 par *le Groupement de défense des petits*



Assemblée des copropriétaires de Bellegarde, Beau-Site, vers la fin des années 1960.

acquéreurs de terrains de Garges, puis par une organisation « constituée sur une base revendicative de lutte de classes », le *Comité de défense des travailleurs lotis* qui adhérait à la *Fédération des comités de défense des travailleurs mal lotis*.

Dans les années 1950, deux nouveaux « comités de défense » se constituèrent pour faire pression sur les pouvoirs publics afin d'aménager cette fois les zones insalubres d'habitation, qualifiées de « lotissements jardins », aux lieux-dits « les Marais » et « les Doucettes-Louvres ».

A partir des années 1960, les nouveaux arrivants sur le grand ensemble de Dame Blanche, aussi bien copropriétaires que locataires, s'organisèrent également en groupes de défense, ces structures représentant aussi un lieu de sociabilité pour des habitants isolés. Les revendications portaient alors plutôt sur les charges, les loyers ainsi que sur le cadre de vie. Les associations de logement fleurirent ensuite tout au long de la construction des différents quartiers.

En 1962 apparut ainsi l'*Association des immeubles ABCD de Dame Blanche Garges Ouest* qui visait à unir les intérêts aussi bien des propriétaires que des locataires de la Société civile immobilière (SCI) Garges Ouest. Après 1965, les copropriétaires de ce quartier décidèrent également de créer une structure de coordination, représentant chaque copropriété. Une autre association émana en 1966 des locataires de deux immeubles de la place des Vergers (ces deux barres seront détruites par la suite). Ceux-ci connaissaient entre autres des problèmes de voirie, comme l'illustre une pétition transmise à la mairie de Garges en 1963 par une cinquantaine de familles de locataires de la place, protestant « contre le mauvais entretien de la chaussée formant coude, laquelle à la moindre pluie forme un lac où nous sommes obligés de passer pour rejoindre notre habitation... ».

A Dame Blanche Ouest encore, une *Amicale de locataires* affiliée à la *Confédération nationale du logement (CNL)*, une fédération de défense du logement d'obédience communiste, fut constituée, en 1966, par des habitants des immeubles de l'OCIL, suite à un rappel de chauffage jugé lourd et abusif. Près de 70 personnes, soit environ 10% des 665 foyers, participèrent à la première assemblée générale et élirent une commission administrative, un bureau et un secrétariat. Outre la question du chauffage, la principale revendication concernait les hausses de loyers et de charges (certains locataires prétendaient subir une hausse de 40% d'augmentation sur quatre ans). On posait aussi, déjà, la question des équipements pour les futurs adolescents. Une locataire remarquait ainsi : « Je constate que les SCI n'ont pas prévu les enfants. Dans quelques années, ce sera le problème des adolescents dans notre ensemble. Où vont-ils aller ? Que vont-ils faire ? Les SCI manquent de terrains aménagés ». Finalement, à la suite de plusieurs pétitions et réunions (certaines auraient compté 280 personnes), le rappel de chauffage fut annulé. Des habitants des 3F (Dame Blanche Nord d'abord, puis la Muette) se regroupèrent eux aussi en association de défense du logement. L'*Amicale de Dame Blanche Nord* engageait en 1967 des démarches en vue de la désinsectisation des bâtiments, puis réclamait en 1969 l'assainissement périodique des colonnes de vide-ordures, la restitution des locaux à usage collectif, utilisés comme dépôt de détritus par les 3F, ainsi qu'un local pour l'amicale.



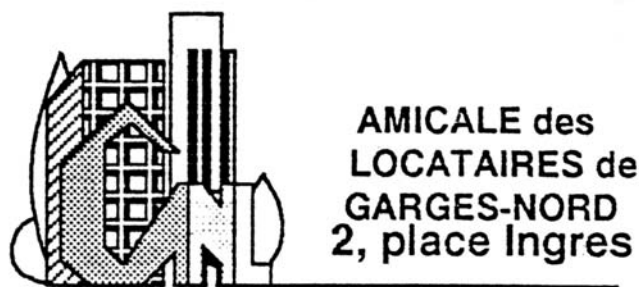
Fête de l'*Amicale des locataires de Garges Nord*, 1988.

Si plusieurs de ces associations étaient affiliées à la *CNL*, telle l'*Amicale des locataires* constituée à la Muette en 1972, d'autres refusaient de la rejoindre, par exemple la première *Amicale des Doucettes*, créée vers 1971.

A partir de 1974, les revendications des différentes amicales 3F témoignent d'une forte détérioration des conditions de logement. Les associations condamnaient la hausse des loyers et des charges, prenaient la défense des locataires endettés, dénonçaient le coût des prestataires de service en matière de nettoyage et d'entretien, réclamaient qu'un représentant de leur association siège au conseil d'administration de la société HLM... Elles organisaient encore des déplacements en délégation, par exemple une remise de pétition au Secrétariat au logement, publiaient dans la presse

des « lettres ouvertes » destinées au PDG des 3F. En 1977, pour protester contre la hausse de « 236% des loyers en 12 ans », l'*Amicale CNL Garges Nord* décida même d'appliquer de son propre chef un étalement de la hausse dans « un but humanitaire », après en avoir informé le Préfet.

Après 1980, le logement est resté une des principales causes de création associative avec une vingtaine de structures, créées jusqu'en 2006 dans différents quartiers (Maisons saines, cité Gounod, Doucettes, Goélands, Garges Nord...), la plupart de locataires. Certaines associations



Logo de l'Amicale CNL des locataires de Garges nord

limitaient leurs objectifs à l'habitat, d'autres élargissaient leur action à « la sécurité de la famille, la santé publique », d'autres encore évoquaient la convivialité, l'interconnaissance et les fêtes...

Ces associations semblent cependant avoir été progressivement confrontées au manque de militants. Dans un quartier comme la Muette, édifié au début des années 1970, l'*Amicale des locataires* semble même n'avoir jamais été très étoffée. Dans les années 1980, elle était composée d'un noyau fidèle d'une dizaine de personnes. Une de ses responsables expliquait encore récemment : « On n'est pas assez nombreux [...]. Il faut toujours recommencer avec des nouveaux tous les ans, parce qu'il y a un turn-over terrible de population [...]. Alors que tous les anciens du bâtiment, on se connaît bien, on se salue, on prend des nouvelles et tout, et puis on s'entraide. Les nouveaux, ça se repère tout de suite, ils sont individualistes ». Il est vrai que la Muette est marquée depuis longtemps par une forte mobilité, avec des taux de rotation de 20% en 1984 et de 15 à 16% en 1989.

Les parents d'élèves

LA PREMIÈRE ASSOCIATION DE PARENTS D'ÉLÈVES semble se constituer vers le début des années 1950, alors que Garges ne comptait encore que trois écoles au Vieux Pays et à la Lutèce, avec notamment l'usage de baraquement en bois. De nouvelles structures se créèrent dans les années 1960, au fur et à mesure des ouvertures d'établissements. Les *Conseils de parents d'élèves* (membres de la *Fédération des conseils de parents d'élèves, FCPE*) semblent avoir été les précurseurs. Le mouvement débuta dans les écoles de Dame Blanche en 1963, s'étendit ensuite aux collèges d'enseignement secondaire (CES) de la ville : Paul Langevin et Henri Wallon au début de l'année 1968, Paul Eluard en 1970...



Congrès départemental de la *Fédération Cornec des parents d'élèves* à Garges, vers la fin des années 1960.

Ces conseils multipliaient les démarches auprès de la mairie, de la préfecture, des différentes inspections, de la Direction des constructions scolaires du Ministère de l'éducation nationale..., agissant parfois de concert avec les élus de Garges ou même d'Arnouville, ainsi que des membres du syndicat enseignant SNI.

Les revendications des parents de Dame Blanche de 1963-1964 témoignent des difficultés en matière scolaire : insuffisance générale du nombre d'enseignants, manque de loge-



Stand de la FCPE à la fête du Parc, 1989.

ments pour ces derniers, classes surchargées, absence de classes de perfectionnement, ouverture d'un gymnase, développement des œuvres péri-scolaires (patronage laïque, garderies pour le jeudi), ouverture de classes de rattrapage, obtention de maternelles en préfabriqué à titre provisoire...

Le transport scolaire vers le lycée de Gonesse (où étaient scolarisés les jeunes gargeois) étant également déficient, le Département et l'Académie confièrent un moment sa gestion à une association de parents d'élèves de la FCPE et à l'Association populaire des familles.

En 1968, les problèmes de surcharge scolaire persistaient et

des parents de Marcel Cachin s'indignaient que huit classes de maternelle de l'école se répartissaient 475 enfants, soit une moyenne de 60 enfants par classe ! Une autre revendication portait sur la nécessité de construire un lycée de second cycle à Garges ainsi qu'un lycée technique, compte tenu de l'accroissement de la jeunesse gargeoise et de la saturation prochaine du lycée de Gonesse.

Le mouvement associatif se poursuivit par la suite avec entre autres la naissance en 1970 et 1972 de deux structures membres de la *Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public* (PEEP dite aussi à l'époque *Fédération Armand*) : l'*Association laïque des parents d'élèves du CES Paul Eluard* et l'*Association des parents d'élèves du CES Henri Wallon et des établissements primaires rattachés*.

Bien évidemment, des divergences existaient entre associations, par exemple à propos des grèves d'enseignants et de certaines de leurs revendications comme la titularisation des maîtres auxiliaires.

Au-delà des interventions purement scolaires, les associations de parents d'élèves se sont traditionnellement investies dans la vie de quartier. Elles se mobilisaient pour les kermesses scolaires et autres défilés costumés d'enfants, tels les carnivals des années 1980. La présidente de la FCPE du groupe scolaire des Doucettes participa en outre à la relance du centre social. C'est souvent par l'intermédiaire de ces associations, qui étaient une sorte de passage obligé, que plusieurs parents ont découvert la vie associative.

Les anciens combattants et victimes de guerre

GARGES NE COMPTAIT JUSQUE DANS LES ANNÉES 1960 que quelques associations d'anciens combattants et victimes de guerre, notamment *l'Amicale des mobilisés de Garges* fondée en 1923, qui demeura en activité jusqu'en 1949, et *le Comité d'aide aux prisonniers*, né sous l'Occupation.

Les années 1960-1966 virent apparaître plusieurs nouvelles sections : *Union nationale des combattants* (UNC), *Rhin et Danube*, *Association républicaine des anciens combattants* (ARAC), *Fédération nationale des déportés et internés résistants patriotes* (FNDIRP), *Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie* (FNACA), laquelle ne sera déclarée officiellement qu'en 1971. Des *Anciens de la deuxième DB* se regroupèrent également, vers 1970 semble-t-il. Un membre de *l'ARAC*, habitant de la Lutèce, se félicitait en 1965 d'un tel dynamisme : « Les constructions récentes dans le domaine



Commémoration de l'Armistice durant les années 1960.

de l'habitat ont vu arriver dans notre localité des éléments plus jeunes (anciens de 39-45, déportés, anciens prisonniers de guerre, anciens combattants d'Algérie), ce qui a permis de renforcer notre section ».

Des oppositions idéologiques existaient au niveau national entre ces groupements, mais les sections locales de l'*UNC* et de *Rhin et Danube* créèrent en 1965 un *Comité d'entente*. Déclaré officiellement en 1968, celui-ci voulait unir, sans distinction de tendances, de conceptions politiques, philosophiques ou religieuses, les anciens combattants des guerres de 1914-1918, de 1939-1945, d'Indochine et d'Algérie.

De façon générale, les activités consistaient à aider les anciens combattants dans leurs démarches administratives, avec une dimension revendicative plus ou moins prononcée vis-à-vis du gouvernement. Les associations participaient aussi, bien entendu, aux différentes cérémonies commémoratives, Armistice, victoire sur le IIIe Reich, libération des camps de concentration, libération de Garges, fin de la guerre d'Algérie... Après s'être regroupés devant la mairie, associations, maire et élus, partis politiques, corps des sapeurs-pompiers, accompagnés parfois des enfants du patronage laïque, partaient en cortège, précédés par une fanfare (*l'Espérance* jusque vers 1965, puis l'Harmonie municipale) et les porte-drapeaux en direction du monument aux morts du cimetière. La cérémonie se poursuivait par le dépôt de gerbes, la sonnerie aux morts et les allocutions.

L'anniversaire de la Libération comprenait aussi la décoration des plaques de résistants et un défilé vers le monument élevé avenue de Stalingrad à la gloire des FFI tombés dans les combats de la Libération. Au début des années 1960, cet anniversaire était un grand moment de réjouissance collective, avec notamment un bal populaire, accompagné parfois d'autres initiatives comme une projection de film ou un concours de boules... Certaines associations, *UNC*, *Rhin et Danube*, *Anciens de la deuxième DB*, participaient aussi aux messes annuelles célébrées à l'église Saint-Martin à la mémoire des « combattants » - ou « victimes » selon certaines sources - de toutes les guerres, messes suivies elles aussi d'un défilé au monument aux morts.

Les associations pouvaient aussi mener des actions à caractère éducatif. *La FNDIRP* participa par exemple, en 1966, à la projection au ciné-club municipal du court-métrage « Le Temps des assassins », sur la montée du nazisme, dans le cadre du mois de la déportation. Elle organisa aussi une exposition sur les camps de déportation, à Dame Blanche Ouest. A *la FNACA*, un groupe local, la « commission interne guerre d'Algérie-jeunesse-éducation », s'est chargé de ce travail éducatif.

Un autre type d'activité, davantage à usage interne, était les jeux et fêtes. Ces pratiques furent particulièrement développées par *la FNACA* : concours de boules, bal annuel à partir des années 1974-1975, repas à partir de 1996... Un projet de « miss *FNACA* » fut même envisagé pour 1978...

SOLIDARITÉ ET ENTRAIDE

LA PRATIQUE ASSOCIATIVE DE SOLIDARITÉ ET D'ENTRAIDE est très ancienne à Garges. On peut la faire remonter à la *Société d'encouragement* ou *Amicale des sapeurs-pompiers*, formée en 1927 dans le but, entre autres, de fournir des secours aux sapeurs-pompiers, malades ou blessés. Solidarité et entraide ont ensuite pris des formes très diverses : distributions de soutien (aliments, vêtements, jouets...), secours d'urgence, animations festives, sorties, aide éducative, prêts de matériel domestique... La solidarité a touché d'abord une catégorie sociale particulièrement démunie, à Garges comme à l'échelle du pays, les personnes âgées, avant de cibler d'autres groupes sociaux, notamment les enfants.

■ L'aide aux personnes âgées

ELLE REMONTE SEMBLE-T-IL AUX ANNÉES 1940, avec l'*Association des vieux travailleurs* qui fut subventionnée par la mairie en 1941 en raison de « la grande misère des vieux » dans la commune, et qui intégra en 1947 la commission administrative du bureau de bienfaisance de la ville. Ce groupe fut rejoint en 1949 par l'*Escargot gargeois*, lequel effectuait auprès de ses membres de plus de 70 ans des distributions alimentaires (colis de Noël...).

Des actions plus informelles furent également menées par un petit groupe de catholiques. L'un d'eux se souvient à La Lutèce de « personnes âgées qui se couchaient le soir à la tombée de la nuit, parce qu'elles n'avaient pas les moyens de payer l'électricité ». Avec son épouse, il distribua vers 1949 des colis à Noël et quelques repas à côté de l'église Saint-Martin, initiatives qui ont constitué les prémices de la future section locale du *Secours catholique*.

Au début des années 1960, l'*Escargot gargeois* demeurait la structure la plus active. S'appuyant sur plusieurs membres honoraires et sur un réseau de donateurs, il poursuivait ses distributions de colis alimentaires, d'œufs de Pâques, réunissant les anciens dans divers cafés de la ville. L'association organisait également tombolas, courses cyclistes, cavalcades, etc. Progressivement toutefois les dons se raréfiaient et des commerçants locaux lui reprochaient d'effec-



Stand de l'*Union des vieux de France*, vers la fin des années 1960.

- 1 kilo de sucre
- 125 grammes de chocolat
- 1/4 de café
- 1 livre de pâtes
- 250 grammes de légume secs
- 1 boîte de sardines
- 1 paquet de riz
- 1 saucisson
- 1 paquet de gâteaux
- 1 paquet de bonbons
- 1 livre d'oranges
- 1 petite bouteille d'eau de Cologne.

La composition du panier distribué en 1961 pour les fêtes de fin d'année par *l'Escargot Gargeois* à ses 95 membres, *Echo régional*, 11 janvier 1962.



Logo du Club du troisième âge.

tuer ses achats dans les nouveaux magasins à succursales multiples.

L'Escargot disparut après 1965 mais, en 1967, une section locale de *l'Union des vieux de France (UVF)* tint sa première assemblée d'information au foyer municipal Gabriel Péri, sous la présidence d'honneur de Jeanne Carnajac et en la présence du maire Robert Pochon.

L'UVF de Garges eut un gros impact auprès des personnes âgées, à en croire les 4 à 500 adhésions effectuées en l'espace de deux ans. A l'instar de *l'Escargot*, elle offrait une aide matérielle à ses membres, distribuant colis, sacs de pommes de terres (946 sacs distribués en 1969), et proposant diverses activités ludiques. A partir de 1972, elle organisa régulièrement des excursions, à Paris, Saint-Germain, Versailles ou en forêt de Chantilly...

Mais son action se voulait aussi plus politique, ce que les dirigeants ne manquaient pas de répéter lors des assemblées générales. Il s'agissait de satisfaire les revendications nationales, abaissement de l'âge de la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes, augmentation substantielle des allocations de retraite, relèvement de 5 000 francs de la première tranche de revenu imposable... Pour ce faire, les adhérents étaient appelés à participer aux mobilisations locales ou nationales.

L'UVF se finançait grâce à une subvention municipale, à la vente de cartes aux membres honoraires et au placement de bons de soutien, lesquels permettaient de participer ensuite à une tombola.

A partir de 1971, un groupe forma, non sans opposition dans l'association, une section « Lutèce Dame Blanche », qui revendiqua 427 adhérents l'année suivante et 2 259 membres honoraires en 1973. Vers 1977, *l'UVF* travailla étroitement avec une nouvelle structure, *le Club du troisième âge* de la résidence de la rue Duvivier, association qui sera déclarée officiellement en 1980. Toutes deux effectuèrent notamment, chaque mois de décembre, des ventes-expositions d'objets fabriqués par les anciens.

Les années 1980 sont marquées par le renforcement des activités de loisirs des associations d'anciens au détriment des tâches d'assistance proprement dite, telles que les distributions alimentaires. *L'UVF* devint en 1981-1982 *l'Union nationale des retraités et personnes âgées (UNRPA)*, quant au *Club*, il proposa de nombreuses activités manuelles, ludiques et festives, se centrant progressivement sur les jeux (belote, loto...). Ces associations furent rejointes en 1984 par une nouvelle organisation, *la Retraite buissonnière*, privilégiant elle aussi l'animation. Ces trois groupements comptaient respectivement 130, 85 et 80 adhérents en 2005.

Les secours aux personnes démunies

EN MATIÈRE DE SECOURS POUR LA POPULATION DÉMUNIE, les associations les plus anciennes sont sans doute *la Croix rouge* et *le Secours catholique*. La première, présente dès le début des années 1950 - elle apportait alors son concours pour le fonctionnement de la consultation municipale des nourrissons -, s'est mobilisée à plusieurs reprises, par exemple en 1971 après l'incendie du bidonville de l'Argentière ou bien pendant le Noël de 1973 en distribuant des colis aux personnes âgées hospitalisées à Gonesse. La seconde démarra de façon informelle à la Lutèce, également dans les années 1950, puis se développa en menant des actions de distribution (aliments, vêtements, argent....) sous la tutelle de la délégation départementale. Dans les années 1990, elle



Distribution alimentaire du *Secours populaire*, vers la fin des années 1980.



Stand du *Secours populaire* à la fête du parc.

développa d'autres actions : participation aux commissions d'aide financière puis aux commissions de « maintien de l'énergie » (pour aider ceux qui ne pouvaient plus payer leur facture d'électricité ou de gaz), envoi d'enfants dans des familles d'accueil et, à partir de 1994-1995, de jeunes en camps scouts (opération « camps plein vent » proposée aux jeunes de banlieue), aide aux devoirs, accompagnement de familles en

vacances, permanence d'accueil des femmes, aide aux sans-papiers...

Une troisième organisation apparut vers 1972, *le Secours populaire français*. Liée étroitement à la mairie à ses débuts, elle développa d'abord des distributions de jouets aux enfants et de colis aux personnes âgées inscrites au bureau d'aide sociale. Dans les années 1980, elle proposa de multiples sorties aux enfants, Bois-le-Roi, Saint-Vrain, le Cirque d'hiver à Paris ou encore Deauville (dans le cadre de la « Journée des oubliés des vacances »). Elle assura aussi un temps la tenue permanente d'un vestiaire au 3 rue François Mansart, le vendredi après midi, et envisagea de parrainer, avec la fédération du Val d'Oise, « le départ d'un certain nombre d'enfants dans les familles d'accueil du Maine-et-Loire et de Hollande ». L'association organisa également kermesses (comme à la Muette en 1987), soirées dansantes et autres concours de belote... Elle développa en outre durant ces années des activités hebdomadaires de distribution alimentaire sur le marché, avec l'aide de la mairie qui mettait à sa disposition véhicule de transport et personnel.

Avec l'arrivée d'une nouvelle dirigeante en 1993, l'association diversifia les sources de financement, profitant des ventes et jeux du stand à la Fête du parc, puis des ventes dans les brocantes de la ville... Elle établit également des liens avec le magasin Cora de Garges et augmenta la fréquence des distributions alimentaires sur les marchés et à son local du 14 rue Philibert Delorme, obtenu auprès de la mairie après 1997. Confrontée à la fin de la gratuité des marchandises par les fournisseurs, elle participa à un système de centrale d'achat des marchandises et de vente aux particuliers sous forme « d'épicerie sociale », mise en place par la fédération dans le Val d'Oise. Le nombre de personnes secourues a atteint son maximum durant les années 1990 (300 familles environ), avant de décliner (150 à 200 familles en 2004).

|| Solidarité et entraide féminines

A GARGES, LES ASSOCIATIONS oeuvrant à la solidarité et à l'entraide entre femmes semblent d'abord émaner du Parti communiste et de l'Eglise, avant de devenir plus autonomes après les années 1970. Mais ces activités ont également été développées à partir des années 1960 par des associations qui s'occupaient plus généralement de la « famille ».

L'Union des femmes françaises, d'obédience communiste, fut la première association de Gargeoises. Apparue dans les années 1930, elle comptait la future maire de Garges, Jeanne Carnajac, dans ses rangs. Toujours active dans les années 1960, elle commémorait notamment la Journée internationale de la femme. Durant l'hiver 1967, en pleine guerre du Vietnam, elle réunit à cette occasion plusieurs dizaines de femmes en solidarité avec le peuple vietnamien.

Des associations catholiques se formèrent également à Garges au début des années 1960, telle *l'Action catholique féminine* (ex. *Ligue féminine d'action catholique*) dont un membre tenait des permanences d'entraide deux fois par semaine au 4 rue de Verdun, près du presbytère, ou bien *l'Association populaire des familles*, créée en 1961 dans la toute nouvelle cité des Vergers de Dame Blanche Ouest. Cette organisation catholique, qui était issue de la Libération de l'ancienne *Ligue ouvrière chrétienne* et qui visait à développer l'entraide entre familles, s'implantait alors dans les nouvelles cités de banlieue. A Dame Blanche, elle mena plusieurs actions de solidarité,

ASSOCIATION "LE MORS AU DENTS"

siège Social : Chez Madame

95140 GARGES-LES-GONNESEE

PRE-PROJET DE L'ASSOCIATION

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET DE SES OBJECTIFS

L'Association de femmes "Chefs de famille" intitulée "le Mors aux Dents" s'est créée en Novembre 1985 sur le quartier de La Muette avec pour objectifs :

- être le lieu d'expression des femmes de Garges
- favoriser la création d'entreprises sur la ville : projet d'un camion ambulant, d'un restaurant, d'un service de coiffure et d'une crèche parentale, afin de nous créer des emplois.

comme la mise en service de deux machines à laver et d'une machine à tricoter, l'achat groupé de plus de 15 tonnes de pommes de terre, une enquête au sujet de la fréquentation de la cantine scolaire et des desiderata des familles en matière scolaire. Elle prit également contact avec la municipalité, entre autres pour la création d'un marché, lança une pétition pour l'octroi d'une ligne d'autobus desservant la cité et entra à ce sujet en contact avec la RATP. Elle se mit aussi en relation avec la CAF et projeta de mettre sur pied un service de travailleuses familiales de l'*Association populaire de l'aide familiale* (une structure créée nationalement en 1946) permettant notamment de toucher les familles non allocataires. Devenue en 1975 *Confédération syndicale du*

cadre de vie (CLCV), l'association disparut vers les années 1983, puis ressurgit récemment avec *le Groupement des locataires CLCV de Garges Ouest*.

Le Centre féminin d'études et d'information (CFEI), fondé en 1965 à l'initiative du Général de Gaulle, disposa quant à lui d'une déléguée à Dame Blanche, vers 1968-1969. Celle-ci vanta dans la presse l'intérêt de cette nouvelle association destinée aux femmes qui voulaient être « à la page » : « Le CFEI vous fera participer à la vie de la nation. Depuis que la femme a le droit de vote, c'est un devoir pour elle de s'informer et de rester à l'écoute [...]. C'est avec plaisir que nous accueillerons au sein de notre asso-



Réunion dans les locaux de l'*Oasis relais femmes*.

ciation toutes celles qui ont à cœur de démontrer qu'elles sont des Françaises à part entière soucieuses de l'évolution féminine ».

Après 1980, d'autres associations de femmes, non nationales cette fois, virent le jour, tel *le Mors aux dents*, créé en 1985 à la Muette, sous l'impulsion d'une assistante sociale de secteur, par une dizaine de femmes de diverses nationalités, toutes « chefs de familles » ayant plusieurs enfants à charge. Confrontées au chômage, ces femmes axèrent leur travail autour de la formation professionnelle et de la création d'emplois, montant notamment des projets de « camion ambulant » de restauration et de crèche parentale.

Vers 1991-1992 apparut à Garges Nord l'*Oasis relais femmes*. Cette association mit en place une banque alimentaire distribuant des colis aux familles en difficulté, ainsi que divers ateliers destinés aux femmes immigrées tels que couture, cuisine, alphabétisation, recyclage créatif d'objets, esthétique corporelle... « Le principe, explique la fondatrice, c'était de permettre aux femmes de sortir un peu de chez elles, c'est-à-dire ne plus être occupées uniquement avec les enfants, leur faire à manger...

c'était qu'elles s'occupent un petit peu d'elles, et qu'elles fassent des choses dont elles avaient envie elles [...]. On a pu récupérer des machines à coudre que d'autres structures nous ont données ou d'autres mamans ont ramenées. Ça pouvait être aussi des prêts de machines à coudre chez elles ». En 1994, durant la réhabilitation de Garges Nord, l'association réussit à obtenir un local propre grâce aux 3F, local qu'elle modernisa en 2003-2004 avec l'aide des habitants et de différents partenaires. Outre les femmes, elle a aidé les jeunes dans leurs recherches d'emploi, ainsi que les sans-papiers dans leurs démarches de régularisation. Elle comptait en 2005 un groupe actif d'une quinzaine de personnes, dont un salarié.

! L'accompagnement des jeunes

LES PREMIÈRES ASSOCIATIONS GARGEOISES destinées aux jeunes étaient des structures d'encadrement, là encore plutôt d'obédience communiste ou catholique, hormis peut-être *l'Amicale de l'arbre de Noël des enfants du Vieux Garges* créée durant les années 1950.

Les jeunes garçons communistes rentraient dès les années 1930 aux *Pionniers*, lesquels proposaient entre autres des sorties champêtres dans les alentours ou des séances de piscine à Saint-Denis. Les adolescentes intégraient elles *les Jeunes filles de France*. De nouveaux groupes surgirent après la construction du grand ensemble : une *Union des vaillants et vaillantes de Garges* en 1968 qui aurait vite compté 70 enfants et une quinzaine d'animateurs, puis deux nouveaux groupes de *Pionniers* au début des années 1990, l'un *Dulcie September* à la Muette, l'autre *Raymonde Dien* aux Doucettes...

Quant aux jeunes catholiques, ils se regroupaient au sein de groupes de scouts durant l'entre-deux guerres et, à partir de 1947, des *Bleuets*. Cette nouvelle association, assez proche à ses débuts du scoutisme, réussit à se développer en se finançant grâce à des membres honoraires et des appels à la population. Elle proposa entre autres des excursions encadrées par plusieurs jeunes « moniteurs et monitrices ». En 1960, des groupes qui pouvaient compter 120 à 160 jeunes se rendirent ainsi aux Invalides ou en forêt de Carnelle... Au 4 rue de Verdun, près du presbytère, certaines journées étaient particulièrement chargées. La « journée des jeunes » du 10 janvier 1960 débuta ainsi par une veillée de prière autour des neuf chefs d'équipe ; le lendemain le curé de Garges, l'abbé Herrand, bénit leur drapeau au cours de la messe. L'après-midi fut consacrée à une visite de la basilique de Saint Denis, au partage de la galette des rois, à la remise des foulards aux chefs d'équipe et à un spectacle de chanson et d'histoires mimées offert par deux jeunes scouts.

Centre Charles Péguy
4 et 7 Square Viollet-le-Duc
95140 Garges-lès-Gonesse
T° et Fax 01.39.86.95.38



Bulletin du *Centre Charles Péguy*.

Le « foyer club » de l'association élargit progressivement ses activités, offrant en 1968 et 1969 ping-pong, piscine à Pantin, danses folkloriques, décoration, bibliothèque, discothèque, théâtre, chant, aéromodélisme... En octobre 1969, *les Bleuets*, qui se targuaient d'être « la plus vieille organisation d'éducation populaire de Garges » inaugurèrent un « abri fonctionnel » de 1000 places au sein de leur foyer. A partir de 1970, ils clôturèrent chaque année paroissiale par un gala donné au profit de leurs sections.

A partir de la fin des années 1980, les associations gargeoises se sont orientées massivement vers les enfants et les adolescents. Cette implication s'explique par le poids numérique de la jeunesse à Garges (44% de la population avait moins de 25 ans en 1990) et les difficultés de tous ordres qui l'assaillent (formation, emploi, logement, scolarité, discrimination). Les associations ont continué à pratiquer les sorties éducatives et de loisirs en développant toutefois une autre activité, l'accompagnement scolaire. Citons par exemple *Enfance éducation 95* créée en 1990 à Garges Nord, ou *le Centre Charles Péguy*, installé en 1992 dans un appartement, square Eugène Viollet-le-Duc, par la responsable de *l'Association des centres éducatifs Charles Péguy*, émanant de la communauté chrétienne Saint François-Xavier. Ou encore *En marche* à la Muette ; un de ses responsables explique : « C'était l'activité qui pour nous était la plus importante, car justement on est tous conscient que le travail scolaire est vraiment la base pour le développement de l'enfant et pour qu'il évolue dans la société ».

La question de jeunes enfants désœuvrés restant parfois tard le soir dans les rues a parfois motivé des habitants à monter de telles associations. En 1998, un Sénégalais habitant Garges depuis une dizaine d'années fut ainsi attristé : « C'était pas beau de les voir du matin au soir après les heures de l'école, ils sont

un peu partout... dans les rues, ça ne nous plaisait pas du tout ». Avec quelques voisins sénégalais, mauritaniens et maliens de la rue de la Commune de Paris, il monta *l'Association des parents africains en France* pour offrir aide aux devoirs, sorties, lectures de contes, matchs de football, fêtes familiales... D'autres associations ont privilégié le parcours vers l'insertion professionnelle, comme *Sport insertion jeunes*

lancé en 1991, à la Muette, par un ancien habitant du quartier et un chef d'entreprise, futur conseiller municipal et responsable politique national, en vue de sensibiliser les jeunes à la vie professionnelle par le sport.

D'autres encore ont axé leur travail sur l'écoute et l'accompagnement psychologique des jeunes, comme *le Point accueil jeunes « A l'écoute »* créé en 1996 à la suite d'une concertation menée deux ans durant avec des jeunes par *l'Association des centres éducatifs Charles Péguy* et de plusieurs réunions avec différents partenaires (Affaires sanitaires et sociales, Education nationale...)



Accompagnement scolaire au local d'Entraide gargeoise.

LE POIDS DU RELIGIEUX

LES ASSOCIATIONS À CARACTÈRE RELIGIEUX ont traversé tout le XXe siècle à Garges, la religion étant souvent associée à des dimensions sociale (animation, rencontres, aide aux plus démunis, lutte contre la relégation, contre l'échec scolaire...) ou culturelle (cours de langues...). Ce phénomène est parfois lié à la nécessité d'établir ou d'entretenir un lieu de culte. Il est d'autant plus important qu'il touche, du fait du poids des migrations à Garges, de nombreuses confessions, le christianisme, le judaïsme, l'islam, l'hindouisme... et que les pratiquants de même confession sont souvent eux-mêmes divisés en fonction des origines géographiques.

L'ancienneté des associations chrétiennes

A GARGES COMME DANS DE NOMBREUSES AUTRES COMMUNES, le milieu chrétien a été un « vivier » d'associations, avec l'action de fortes personnalités comme l'abbé Herrand. Confronté à la faible fréquentation de l'église, celui-ci créa *les Bleuets* en 1947, mit sur pied un groupe « d'action sociale », lequel organisait des conférences, des tombolas (le pre-

mier prix de celle de 1960 était une Renault Dauphine). Il ouvrit également un dispensaire où un docteur donnait gratuitement des soins deux fois par semaine, mit en place des cantines pour enfants, en relation avec le maire Mme Carnajac. « Il s'était débrouillé, il avait récupéré un fourneau [...]. Il y a eu jusqu'à 120 enfants à la cantine. Il avait recruté des femmes pour la tambouille, lui se débrouillait pour aller chercher ce qu'il fallait », rapporte un témoin.

Parmi les associations chrétiennes gargeoises figurent aussi *l'Association populaire des familles* créée en 1961 à Dame Blanche, *la Jeunesse ouvrière chrétienne*, présente dans les années 1960 et qui s'implanta après 1971 à la Muette, ainsi que *l'Action catholique ouvrière*. Ces structures étaient selon un témoin « aux avant-postes de la vie associative entre 1965 et 1985 », d'autant plus, explique-t-il, que le clergé se tournait à cette période vers



Le premier patronage à la fin des années 1920.



Fête paroissiale, 2006. Arrivée des enfants de chœur lors de la messe du matin.

le milieu ouvrier. Rappelons en outre qu'après 1970, Garges fut aussi terre de mission pour des communautés chrétiennes comme les Sœurs maristes installées à la Muette, auxquelles succédèrent les Sœurs de la providence, ou bien les Frères des écoles chrétiennes présents aux Doucettes depuis 1974 ou encore des membres de la communauté Saint François-Xavier venus aider les enfants gargeois et leur famille à partir de 1991.

Le mouvement associatif catholique s'est poursuivi dans les années 1990. En 1996, des jeunes fondaient *les Cousins-cousines de Garges*, tandis que d'autres habitants constituaient *les Amis de Saint-Martin* afin de soutenir le prêtre de la paroisse Saint-Martin en matière d'animation locale et d'entretien du mobilier de l'église. La petite équipe s'est notamment mobilisée pour l'animation d'une kermesse paroissiale annuelle, dans les jardins du presbytère, au Vieux Pays.

Des jeunes orthodoxes de la communauté d'Antioche se sont également regroupés, en 2001, sous le nom de *l'Etoile d'Antioche*, organisant soirées dansantes, soirées à la patinoire, excursions, séjours en province, rencontres... Enfin, à partir de 2003, Garges a vu croître le mouvement évangéliste, avec au moins quatre associations créées : *la Mission évangélique pentecôtiste amour de Dieu*, *Gold child of federation international* (fédération internationale des enfants de Dieu), *l'Eglise apostolique du Christ en France* ou *l'Eglise évangélique source de vie Holy god*.

Le judaïsme

LES JUIFS, ARRIVÉS MASSIVEMENT À GARGES dans les années 1960 en provenance pour la plupart du Maghreb et d'Égypte (des sources avancent les chiffres de 2 000 familles environ dans les années 1970, 800 en 2005) se sont très vite regroupés sur des bases alliant vie confessionnelle et liens communautaires. En 1965, *l'Association culturelle et culturelle israélite de la Dame blanche* avait ainsi pour but « d'organiser et promouvoir sous tous ses aspects la vie culturelle et culturelle de ses adhérents en vue de maintenir la permanence de la vie traditionnelle juive ». L'année suivante, *l'Association culturelle israélite du Val d'Oise* s'assignait le même objectif en ajoutant toutefois un volet social - « assister les cas sociaux qui lui seront présentés » - qui semble témoigner des conditions matérielles difficiles de plusieurs de ces migrants. Entre 1974 et 1976 naquirent encore *l'Union de la jeunesse israélite de Garges*, *l'Amicale israélite de Garges* et *le Cercle des israélites originaires d'Afrique du Nord* qui cherchait à « resserrer les liens d'amitié et de camaraderie ayant existé dans leurs pays d'origine et organiser des sorties et des voyages ».

Le mouvement se poursuit dans les années 1980 et 1990. En 1983, *Hevra Abraham* se proposait entre autres de développer l'étude de la Thora ; en 1986, *l'Amicale israélite des Juifs d'Égypte* souhaitait œuvrer à la création d'une synagogue et d'un complexe sportif, dispenser des cours d'hébreu ; en 1989, *Bet el or hachemech* (« La lumière du soleil ») voulait diffuser la mystique juive, aider « le retour de nos frères au judaïsme » et « prévenir la délinquance ». La solidarité avec les plus démunis a aussi été source d'engagement. *Le centre communautaire israélite de Garges guemilout hassadim* (« faire du bien »), créé en 1994, a aidé chaque mois plusieurs dizaines de familles juives (une cinquantaine en 2006) en fournissant des bons alimentaires ou en participant au paiement du loyer. D'autres associations semblent davantage répondre au besoin de rencontre des jeunes. *Chouva Israel* souhaitait ainsi en 1995 produire « des activités culturelles et associatives pour la jeunesse communautaire de Garges » et *Bereks corporation*, en 2004, « organiser des soirées dansantes pour la communauté francophone des 18-25 ans ».

L'essor des associations musulmanes dans les années 1980

LES ASSOCIATIONS MUSULMANES sont apparues vers la fin des années 1970. La plus ancienne, *l'Association culturelle et culturelle des musulmans de Garges*, a été fondée en 1979 par un petit groupe de Maghrébins gargeois (dont plusieurs voisins de l'allée Van Gogh) entrés en contact avec les 3F pour obtenir un lieu de culte. Un local à usage

de salle de prière leur fut concédé au 6 rue Van Gogh. Une grave crise apparut ensuite, en 1997, laquelle déboucha sur la constitution d'une structure rivale *El irshad*. Selon un des fondateurs, l'association était soumise à des tensions d'ordre générationnel, idéologique et politique : « Les jeunes qui ne connaissent ni la langue maternelle ni les religions se mettent à se déchaîner, sans regarder si ce déchaînement, il est utile, rentable pour la communauté des musulmans ou s'il est préjudiciable, voilà le problème ». En 1998, l'ancien local étant surpeuplé – des fidèles priaient parfois dehors sous la pluie – la mairie prêta une ancienne salle de boxe pour la prière du vendredi. En 2004, l'association put obtenir un nouveau local qu'elle transforma en mosquée après avoir effectué les travaux d'aménagement et de mise en conformité, grâce notamment aux cotisations annuelles de 100 euros de ses membres.

Entre temps plusieurs associations islamiques s'étaient formées, telles *l'Association culturelle islamique de la Muette*, née en 1983, et, vers 1990 dans le même quartier, *Alternative*, structure qui, dans un esprit de valorisation de la culture arabo-musulmane, proposait des sorties, cours de langue arabe, ainsi qu'un travail de médiation auprès de

différentes instances, notamment l'Education nationale. En 1995 *l'Association socio-culturelle de Garges* se forma pour organiser « des rencontres avec des associations culturelles et cultuelles, favoriser le culte et la culture islamique, lutter contre la délinquance de la jeunesse, aider et pourvoir aux besoins des nécessiteux de notre communauté et de notre ville ». La ville vit encore éclore *l'Association culturelle musulmane word Muslim* en 1997, *l'Association de parents pour un enseignement de qualité* en 2001, *l'Union musulmane pour l'enseignement et le savoir* en 2004.

Les associations musulmanes pakistanaises ou bangladaises sont apparues, elles, après 1990, comme *Idara minhaj ul Quran* en 1991, membre de l'association internationale du même nom, *l'Association cultuelle falah e daraine* en 1994 ou *Franco-bangla association socio-culturelle de Garges* en 2005.



Construction d'une mosquée en 2004 par
l'Association cultuelle et culturelle des musulmans.

| L'émergence de l'hindouisme

En 2005, une association tamoule hindouiste vit également le jour. Elle souhaitait d'une part « organiser et propager le culte hindou » en prenant « les mesures nécessaires pour organiser un temple en l'honneur du Dieu Sundara Vinayagar » et des divinités qui l'accompagnent..., et favoriser d'autre part la culture tamoule.

L'ENTRE SOI

La population des grands ensembles gargeois étant historiquement composée de groupes de migrants de différentes provenances, nombre d'associations ont été motivées par l'idée de se retrouver « entre soi », de partager des éléments d'une culture commune (langue, fêtes, danse, gastronomie...), de s'entraider par la même occasion, voire de défendre des droits collectifs. Ce sentiment communautaire ne signifie pas mécaniquement fermeture, loin s'en faut, et plusieurs de ces associations n'ont pas hésité à s'ouvrir sur la cité.

| Juifs, bretons, antillais, rapatriés...

Le besoin d'entre soi s'est fortement manifesté au sein de la population juive. Si nombre d'associations l'exprimaient à travers la dimension religieuse, d'autres valorisaient plutôt les actions de loisirs à caractère convivial, telle la section de *la Coopération féminine*, dite *Club de l'amitié*, créée vers 1970. Au sein de ce cercle féminin juif, des animatrices bénévoles proposaient aux femmes diverses activités culturelles, telles que musique traditionnelle, lotos, après-midis récréatifs, bals travestis, kermesses, célébrations de fêtes religieuses, excursions en France et à l'étranger... L'une d'entre elles a évoqué ainsi les premières réunions : « Au café-club [...] on a fait des fêtes, on faisait venir des chanteurs, les dames, la majorité presque était de Tunisie, et elles aiment beaucoup se rappeler leur enfance et aiment beaucoup l'oriental [...]. Après nous sommes allés à la synagogue, rue Jean-Baptiste Corot, là il y avait des hommes, et ça leur permettait de jouer aux cartes. Et les femmes racontaient tout ce qu'elles avaient envie de raconter, elles étaient très contentes de se rencontrer ». En 2006, *la Coopération féminine* de Garges rassemblait une trentaine de femmes âgées, veuves pour la plupart. Le mouvement associatif breton fut plus éphémère à Garges. Après avoir touché Sarcelles



Club de l'amitié, 2006.

en 1962, Franconville en 1967, Eaubonne en 1968, il gagna Garges, qui comptait à l'époque, selon certaines sources, 600 familles bretonnes. La première réunion publique semble avoir lieu en 1970 au foyer Gabriel Péri. Des danses bretonnes, avec binious et bombardes furent présentées, suivies d'un buffet breton, avec crêpes et cidre. Deux mois plus tard naissait officiellement *l'Amicale des Bretons de Garges-lès-Gonesse*, avec l'objectif de favoriser « l'entraide entre les Bretons sous toutes ses formes, la propagande pour développer le folklore du pays natal et assurer le maintien des traditions par des réunions ».

L'association élut une « reine de *l'Amicale des Bretons* » et organisa le 1er mai 1971 sa première soirée dansante à laquelle étaient invités des groupes folkloriques, de Saint-Denis notamment, et participaient certains responsables d'associations bretonnes voisines. Son assemblée générale fut encore l'occasion d'une fête bretonne ouverte à tous. Elle mit sur pied l'année suivante un rallye automobile touristique dans le Val d'Oise qui s'acheva par un repas, des jeux et la distribution de prix. L'association semble disparaître quelques années plus tard, mais les fêtes continuèrent, telle la soirée bretonne du 21 mai 1977 assurée par le centre culturel municipal. Les associations antillaises ont émergé, elles, à partir de 1981, même si la présence

antillaise sur les grands ensembles gargeois est plus ancienne. Dans les années 1970, elle se manifestait publiquement lors de fêtes musicales, comme la soirée d'amitié franco-antillaise organisée en 1977 dans le salon d'honneur de l'Hôtel de ville. Des Gargeois ont pu fréquenter aussi à cette époque *l'Association antillaise du Val d'Oise* fondée dès 1971 à Sarcelles, une association capable d'organiser, en 1973, une rencontre publique avec Xavier Deniau, Secrétaire d'état, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

De 1981 à 2005, une quinzaine d'associations antillaises ont été créées à Garges. La plupart souhaitent promouvoir la culture antillaise ou afro-antillaise et susciter des liens entre les membres, comme *Culture et musique des Antilles* en 1981, *Black*



Char antillais lors de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française.

Antilles Promotion en 1990, *Garvey's king* en 1992, *Arum des îles* en 1996...

Quelques associations, dont *l'Association pour la promotion de l'outre-mer (APPOM)* et *Héliopolis*, fondées respectivement en 1992 et 1994, ont davantage investi la question de l'intégration sociale (lutte contre l'exclusion des jeunes...), ainsi que la transmission de la mémoire de l'esclavage.

L'association *APPOM* notamment a cherché à tisser des liens avec d'autres associations gargeoises et les centres sociaux de Sarcelles et de Garges, organisant entre autres « les quinzaines d'outre-mer ». Elle a animé régulièrement des rencontres débats à la salle Rouseré, salle où elle tient par ailleurs

des permanences hebdomadaires. Avec d'autres, elle est également entrée en relation étroite avec la municipalité pour demander un lieu de mémoire permettant de commémorer l'esclavage.

L'importance démographique des « Domiens » à Garges (12% environ à la Muette dès 1982 selon les 3F ; près de 30% de la population en 2005 selon des antillais) et la multiplication des associations antillaises ont donné naissance, sous l'impulsion de cinq d'entre elles, à un projet de structure fédérative dénommée *Maison de l'outre-mer*. Créée officiellement en 2004, cette association composée d'un bureau de 15 membres (3 par association) a pu disposer d'un local, rue Charles Garnier.

Vers 1969-1970 des rapatriés se sont aussi regroupés, créant *l'Amicale front uni des rapatriés d'Afrique du nord et d'outre-mer* dans une logique de lien social, d'entraide, d'information et d'initiative sur les cantons de Garges et Sarcelles. *Alger, Oran Cons-*

tantine fut fondée ensuite en 1991 pour exercer « l'information et la défense de la culture des Français d'Algérie et la sauvegarde des traditions ». En 1994, naquit encore *le Centre de documentation et de diffusion des droits des rapatriés* dans le quartier Dame Blanche Nord.

Les associations d'étrangers

AVANT 1981, il n'existe quasiment pas d'associations créées et organisées par les étrangers, hormis une association d'Italiens de Garges et Sarcelles. Mais des actions de soutien aux étrangers, émanant plutôt de l'Eglise, se sont développées, comme les cours gratuits de français proposés par un jeune professeur aux Espagnols, en 1960, au presbytère, ou bien les messes franco-portugaises données, en 1968, par le curé de Saint-Martin. Dans leur prolongement apparut en 1970 *l'Association pour la promotion des migrants*, laquelle visait à « promouvoir les travailleurs migrants et les aider à s'insérer, s'ils le désirent, dans la société française ».

Les choses changent avec l'abrogation du régime d'autorisation préalable (loi du 9 octobre 1981) qui soumit les associations d'étrangers au même régime que les autres. Quatre associations de ce type apparurent durant les années 1983-1985, *les Italiens du Val d'Oise*, *l'Association portugaise de Garges*, dont le local était une cave aménagée du 5 rue François Mansart, *l'Amicale des Tunisiens de Garges* et *le Rassemblement des jeunes Mandjacques de Ziguinchor à Paris*. Le mouvement prit de l'essor à partir de 1988. Se créent une trentaine d'associations ouest-africaines, essentiellement maliennes, camerounaises, congolaises, guinéennes, sénégalaises, cap-verdiennes, zaïroises, une vingtaine d'associations tamoules, pakistanaises, indiennes, indo-pakistanaise, bangladaises, fondées surtout à partir de 1992, une dizaine d'associations algériennes, marocaines et tunisiennes, quelques associations turques...

**DIMANCHE
15
AVRIL
1990**
à partir
de 20 Heures

**L'ASSOCIATION PORTUGAISE
DE GARGES LES GONESSE**
•
organise au
GYMNASÉ VICTOR HUGO
Rue Auguste Renoir
95140 GARGES LES GONESSE
UNE GRANDE

FÊTE FRANCO-PORTUGAISE

Variétés avec :

- **JOSÉ GASPAR**
- **SONIA LOPES** Jeune Organiste
- **TONY RIBEIRO**

GRAND BAL animé par l'Orchestre :

" OS LUSOS "

Réservations au : **39 93 80 40**

• BAR AVEC SPÉCIALITÉS PORTUGAISES •

CAIXA GERAL DE DEPÓSITOS
BANQUE DE L'ÉTAT PORTUGAIS
Agence d'AULNAY-SOUS-BOIS :
 18, rue Fernand Herbaud-93600 AULNAY-sous-BOIS
Consultez-nous!... Tél. (1) 48 96 93 97

096. NAPONÉON ALEXANDRE - 48 91 99 24

La plupart de ces structures associent entraide et promotion d'une culture au sens large. Certaines axent leurs activités sur Garges ou le Val d'Oise. Il s'agissait par exemple pour *les Amis du Cap-Vert*, créés en 1992, « de développer des initiatives socio-culturelles, administratives et juridiques destinées au Cap-verdiens de Garges et du Val d'Oise » ; pour *l'Association culturelle marocaine*, constituée en 1996, de « resserrer les liens ou les créer entre les habitants du quartier ainsi que de quartiers voisins du centre ville (jeunes et moins jeunes) » ; pour *l'Association algérienne de Garges, ensemble pour réussir*, fondée en 2004, de « réunir les Algériens de Garges, créer une équipe de football et proposer des activités pour jeunes, aider les personnes en difficulté (personnes âgées, chômeurs, enfants) »...

Ces associations peuvent aussi s'orienter vers un travail de médiation au sein des migrants ou entre les migrants et les pouvoirs publics. *L'Amicale des Tunisiens* veut ainsi « avant tout aider les familles, en réglant les problèmes administratifs en liaison avec le Consulat, en jouant un rôle d'intermédiaire dans les relations parents-enfants ou en encourageant les rencontres entre les familles ». Elle propose en outre activités de soutien scolaire, excursions, cours d'arabe... En 2005, elle participait avec les autorités municipales et préfectorales à l'accueil de l'ambassadeur de Tunisie venu visiter Garges.

Quant à *Garges Tamoul welfare*, elle est née, en 1992, pour alerter les pouvoirs publics d'actes de racket et d'agressions dont étaient victimes plusieurs Tamouls et pour permettre à ces derniers de ne pas rester isolés. Dans un second temps, elle a accentué son travail en direction des enfants tamouls sri-lankais en organisant, depuis 1996, la fête du Nouvel An, et en proposant plusieurs activités liées à la culture tamoule, comme les cours de langue ou de danse. Elle a développé plus récemment une activité d'excursion en direction des familles. *Garges Tamoul welfare* a également orienté ses actions vers le pays d'origine des membres, le Sri-Lanka, ses adhérents aidant matériellement plusieurs orphelinats et développant un par-rainage d'enfants orphelins.

L'association a réussi à regrouper environ une cinquantaine de familles, soit un tiers des 150 familles tamoules présentes à Garges. Association « communautaire », elle s'inscrit aussi fortement dans la vie municipale, participant à « l'Agorassociations », travaillant en liaison avec le Centre de ressources des associations et le Centre social du Plein midi. Sa fête du Nouvel An destinée aux enfants tamouls veut être également un espace mixte ouvert à tous les Gargeois (plus de 300 personnes ont participé à l'édition de 2004).

Les associations africaines accordent une place importante à l'aide au pays ou au village d'origine, notamment celles issues de l'immigration malienne. *L'Association des ressortissants du village de Dioungounté résidant en France* remonte ainsi à une caisse financière d'entraide entre migrants villageois qui fonctionnait dans les années 1970, le surplus dégagé permettant une aide au village. En 2004, l'association fut



Spectacle donné par les enfants de *Garges Tamoul welfare* à l'occasion de Noël 2001.

fondée officiellement pour faciliter les demandes de subvention. Elle compte une quarantaine de membres, beaucoup sur Sevrin, qui cotisent dix euros par mois (des cotisations supplémentaires peuvent être demandées en fonction des projets). Ses actions à Dioungounté, en relation avec une ONG française, concernent la religion, la santé, l'école, l'eau... Des jeunes femmes de l'association ont également monté une troupe de danse folklorique, laquelle s'est parfois déplacée à Garges pour animer « l'Agorassociations ».

Des ressortissants camerounais ont créé quant à eux *Bana Ban Jo* dans l'objectif d'aider non pas un village, mais le quartier Deido de la capitale Douala. Créée à Nanterre en 1992, l'association a transféré son siège à Garges en 1997. Comptant une vingtaine d'adhérents, elle finance ses projets à l'aide d'une cotisation de l'ordre d'une vingtaine d'euros par mois et par l'organisation de quelques fêtes musicales accompagnées de repas. Elle a ainsi pu offrir diverses fournitures scolaires (la première opération en 1995 était baptisée « un enfant un cahier »), ainsi que des bancs pour une école primaire.

Quelques associations se sont formées également sur la base d'une activité professionnelle, par exemple *le Regroupement des taxis soninke*, *l'Association des*



Cérémonie à Deido (Cameroun) pour une action de l'association *Bana Ban Jo*, 1999.

gestionnaires camerounais ou encore *la Bangladesh journalistes Union en France*. Plusieurs de ces associations étrangères, qu'elles fussent africaines, pakistanaises, etc... ont investi l'espace des fêtes municipales. Dans une étude sur les pratiques multiculturelles à Garges, parue en 2004, l'ethnologue Mylena Doytcheva a ainsi expliqué comment « à la fête du parc, les associations sociales et culturelles des migrants ont une place traditionnelle et importante. Même celles qui fonctionnent à peine se mobilisent pour l'occasion. Elles dressent stands décorés aux couleurs des pays d'origine, où s'exposent objets artisanaux, drapeaux, affiches touristiques... toute une mise en scène des traditions. Ce sont les lieux les plus animés de la fête. Presque tous les ans parmi les prix décernés par la ville à cette occasion, au moins un revient à ces associations. Depuis quelques années le maire a même entrepris de convier à cette fête les consuls des pays d'origine. On a pu observer ainsi l'arrivée du consul pakistanais, en limousine, s'arrêtant devant le stand de l'association pakistanaise de Garges où il a été accueilli par le maire et par le président de l'association, devant un buffet de mets exotiques... C'était l'apothéose de la fête ».

VIVRE ENSEMBLE

LES PREMIÈRES ÉCOLES DU VIVRE ENSEMBLE À GARGES ont sans doute été les clubs sportifs. Teintés d'idéologie durant les années 1930, ils évoluent ensuite vers des structures neutres et ouvertes. Vers le début des années 1990, l'objectif du vivre ensemble perd son caractère implicite pour s'affirmer comme un but à part entière de l'action associative. Partant en effet du constat d'un éclatement social, géographique des populations, de frontières entretenues entre les quartiers, voire de diverses formes d'hostilité, nombre de structures se sont créées dans l'objectif de rapprochement entre habitants au-delà des différences sociales, culturelles, ethniques, générationnelles ou même territoriales, en mettant notamment l'accent sur l'éducatif.

Le sport, école de vie collective

LE SPORT EST APPARU À GARGES dès le début des années 1930, avec d'abord *l'Union sportive gargeoise* et sa rivale *l'Etoile sportive ouvrière Stains-Garges*, puis avec



Débutants du *Football club de Garges*.



Coupes du Football club de Garges conservées dans les locaux du club.

l'Association sportive gargeoise créée en 1938, laquelle fut engagée sous l'Occupation par les autorités à ouvrir des « sections non seulement de football mais de basket-ball, courses à pieds, gymnastique pour permettre aux jeunes gens et jeunes filles de faire du sport ». Dans les années 1950, une nouvelle initiative vint de jeunes Gargeois qui jouaient amicalement au football contre des clubs voisins. Désireux d'être reconnus officiellement, ils sollicitèrent un adulte, arbitre de football. Celui-ci fit appel à un jeune joueur de haut niveau, arrivé à Garges en 1953, et ils créèrent ensemble le *Football club de Garges (FCG)* en 1958. La *Fédération française de football* ayant au départ refusé son admission, à cause de son terrain – l'actuel parc Jean Jaurès - en mauvais état et non aménagé (ni vestiaire ni douche), le *FCG* s'inscrivit d'abord dans le championnat de la *Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT)*. En mars 1960, il comptait 67 inscrits et 150 membres honoraires. Quant à l'ancienne *Association sportive gargeoise*, elle ne se cantonnait plus qu'à la course à pied.

D'autres initiatives associatives émanèrent au début des années 1960 des habitants de Dame Blanche, comme la section judo de *l'Association animation Dame Blanche* qui s'entraînait salle Pierre Sépard à La Lutèce ou *l'Union sportive Dame Blanche*, une structure distincte de la précédente, née en 1962 afin de pratiquer des exercices physiques et notamment du football et « créer entre tous ses membres des liens d'amitié et de camaraderie ».

Le FCG et *l'AADB* accueillirent rapidement d'autres disciplines. L'assemblée générale du *FCG* de 1965 fait ainsi état d'ouvertures de sections de rugby, basket-ball, hand-ball, athlétisme, boules, volley-ball. Ce qui n'empêchera pas par la suite quelques associations sportives de se créer en dehors de ces grandes structures, aux Doucettes, au Vieux Pays ou à la Muette... En 1967-1968, *le FCG* s'affilia à la *Ligue parisienne du football*. Suite à la mise en service du complexe sportif Allende-Neruda, l'association changea de dénomination pour devenir en 1975 *Club municipal de Garges* (une nouvelle association fut officiellement créée à cette occasion, chaque section étant représentée au comité directeur par deux membres), puis *Club multisports de Garges*.

Avec l'augmentation des sections et les bons résultats du football, celui-ci se développa, comptant selon un dirigeant un pic de près de 4 000 adhérents.

Le FCG a toujours voulu s'ouvrir à tous les Gargeois quelles que soient leurs origines, comme le revendiquait récemment son président fondateur : « Nous les différences on vit avec et on doit vivre avec. Nous au football, il n'y a qu'un ballon, il est rond pour tout le monde, il a la même couleur et on court après celui là. On n'est pas en train de regarder l'autre, la couleur ou l'ethnie... On a à peu près toutes les ethnies au football ». *L'AADB* également a toujours voulu accueillir tous les Gargeois en prenant en compte l'important accroissement de l'immigration. Cette volonté a même poussé récemment l'association à modifier son logo. Il s'agissait à l'origine d'une flamme côtoyant 5 cellules vertes, symbolisant le nouvel arrivant (la flamme) rejoignant les autres habitants par le biais de l'association. Désormais, les cellules sont de multiples couleurs pour marquer la diversité des origines : « Vous avez toujours la flamme, le nouvel arrivant, mais vous avez également une composition des différentes races qui peuvent peupler Garges ».



Match de hand-ball à Dame Blanche dans les années 1960.

! L'affirmation « multiculturelle »

A PARTIR DES ANNÉES 1990, l'idée de société « multiraciale » ou « multiculturelle » a été fortement portée par les associations gargeoises, cette caractéristique étant présentée soit comme une réalité sociale locale que l'association se proposait de refléter, soit comme un objectif à atteindre par le travail associatif.

La Voie de la Muette naquit ainsi en 1992 pour permettre de « s'insérer et partager dans un esprit de citoyenneté, l'espace socio-économique, culturel multiracial et mul-



Spectacle de théâtre initié par les associations de la Muette en 1986.

ticonfessionnel français ». L'année suivante *Rencontres pour Garges* et *Garges plurielle* furent créées par deux élus du Parti socialiste, depuis longtemps investis dans la vie associative locale, l'un à la FNACA, l'autre à l'AADB. Le responsable de la première expliqua que « face au climat d'intolérance qui s'installe, il était nécessaire de trouver une association d'ouverture de rassemblement, donc laïque. Il y a beaucoup d'associations à Garges mais chacun dans sa chapelle. Notre action fondamentale est le dialogue entre les différentes religions et les athées à partir de l'affirmation au droit à l'athéisme et au droit à telle ou telle religion ».

Sont encore apparues, à Dame Blanche Nord, l'*Union multiculturelle gargeoise* en 1994, *Mosaïque*, en 2001, pour favoriser dans le quartier de la cité des Peintres « les

rapprochements interculturels et la mixité sociale, promouvoir l'exercice de la citoyenneté, favoriser l'accès aux soins et aux droits, développer les solidarités internationales », ainsi que *Nouvelle optique* en 2004, pour entre autres « rapprocher les jeunes de différentes cultures ».

Conciller sécurité et vivre ensemble

L'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES VICTIMES DE LA DÉLINQUANCE ET POUR LA PRÉVENTION À GARGES-LÈS-GONESSE choisit elle de rapprocher les habitants à partir de la question sécuritaire. Sa création en septembre 1992 par une poignée d'habitants, dont quelques commerçants et un couple de syndicalistes de la CFDT du quartier Habitat communautaire à Garges Ouest, visait à faire face aux sentiments croissants d'insécurité et d'abandon. Elle combinait ainsi divers objectifs, la « sécurité des personnes et des biens », « la solidarité et l'entraide entre les victimes de la délin-



Spectacle d'enfants organisé par *Entraide gargeoise*, 1995.

quance », ainsi que « la prévention et la lutte contre le racisme et l'exclusion ».

L'association a mis sur pied fêtes locales, débats, spectacles, parallèlement à un travail de mobilisation. Elle a joué également un rôle de médiation qui l'a transformée progressivement en structure d'aide sociale locale. Avec le soutien d'étudiants, de retraités, d'actifs, elle a réorienté dans un second temps ses activités vers l'enfance, accompagnement scolaire, sorties au théâtre ou au concert, excursions (Thoiry, plage vers Fort Mahon...), vacances (Aveyron, Tarn, Garonne en 2002)... Elle ne disposait au départ d'aucun local, les enfants utilisant l'appartement du président et de son épouse comme espace de loisirs, d'étude et de soutien. Pour l'accompagnement scolaire, elle put utiliser par la suite un « local commun résidentiel » (LCR), rue Alphonse Daudet, puis l'ancien club Nopal de l'AADB.



Affiche d'*Entraide gargeoise* pour une réunion-débat.

Après le départ dans le sud de la France en 1998 du président et de son épouse – ceux-ci continuant toutefois à accueillir chez eux des jeunes du quartier durant l'été –, l'association a entériné l'accentuation de son travail éducatif en adoptant officiellement son nom usuel, *Entraide gargeoise*. En 2005 la structure, dirigée par une jeune enseignante, était forte d'une cinquantaine de familles adhérentes et de quelques bénévoles, certains ayant eux-mêmes participé aux activités de l'association durant leur enfance.

|| Rapprocher les quartiers

MIEUX VIVRE À CARNOT s'est formée dans une logique d'animation du quartier pavillonnaire Carnot et de rapprochement entre celui-ci et la cité HLM de la Muette contiguë. Pour une des responsables de l'association, Carnot, où elle a grandi, « est vraiment un quartier très fermé, très enclavé [...] qui a été il y a sept huit ans en pleine mutation, parce que beaucoup de jeunes couples avec des enfants étaient arrivés dans les années 56-58-60, les enfants ont grandi, les parents sont en retraite, et beaucoup



Stand de *Mieux vivre à Carnot* à « Garges en fête », 1999.

de personnes sont reparties. Donc c'est un quartier où il y a eu énormément de pavillons de vendus, et beaucoup à des gens issus de l'immigration, alors bon après, il faut que tout le monde s'acclimate ».

Militante associative de longue date, cette dirigeante a choisi de créer des liens avec la Muette, parce que « les gens des pavillons voyaient un petit peu d'un mauvais oeil ces petits jeunes de la cité qui descendaient dans le quartier et qui passaient dans leurs rues ». Sa petite association – une vingtaine d'adhérents tous bénévoles – travaille donc étroitement avec le centre social Dulcie September à la Muette. Faute de locaux, elle n'a pu réaliser plusieurs de ses projets originels, tels qu'ateliers cuisine, aide aux devoirs, accueil des femmes... Elle a toutefois organisé différentes sorties, des repas dansants et a lancé à partir de 2002 un carnaval des enfants destiné prioritairement aux jeunes des deux quartiers scolarisés à l'école Jean Jaurès.

Valoriser l'image de la ville et de ses habitants

L'IMAGE NÉGATIVE DE LA VILLE a encouragé plusieurs habitants à s'impliquer dans la vie associative. C'est le cas de *Danse et musique*, créée par un Gargeois à la retraite, ancien rapatrié d'Algérie, installé à Garges Nord en 1967. Fondateur d'une association locale de boules, il se passionna ensuite pour la danse, fréquentant clubs d'anciens – il est par ailleurs membre de l'*UNRPA* d'Orly – et bals de la banlieue sud : « Pendant des mois, nous avons été danser dans tous les bals, à Villeneuve-Saint-Georges, Choisy, Orly. Et c'est en sondant ce qui se faisait dans les autres communes, que nous avons décidé ma femme et moi de monter cette association ». Après avoir pris contact avec l'ancienne et la nouvelle municipalités de Garges, il créa son association en 1995. Mais la passion de la danse n'était pas la seule motivation : « Je l'ai fait dans un autre but, c'est que Garges avait une telle réputation... [...] il n'y avait que des délinquants, il n'y avait que des étrangers, on ne vivait pas à Garges-lès-Gonesse d'après les gens. Alors que moi j'ai toujours défendu qu'on vivait à Garges et je leur ai prouvé qu'on pouvait vivre. Et les gens de l'extérieur viennent, ils viennent de Villetaneuse, ils viennent de partout [...]. Et ça j'en suis très fier, avec ma femme bien sûr [...]. Nous avons réussi elle et moi, et puis les deux autres personnes qui sont avec nous, à créer ce que nous voulons : la convivialité dans une association ; apprendre à vivre en association, en collectivité ».

PERMANENCES ET MUTATIONS



EN UN SIÈCLE, les associations ont connu des évolutions notables du point de vue de leurs acteurs, de leur mode de fonctionnement, du rapport qu'elles entretiennent à la ville... Ces évolutions se sont inscrites dans le contexte gargeois comme dans celui de la société française. Cependant, la vie associative gargeoise a également fait preuve d'une certaine continuité.

LES ACTEURS

Le déclin des classes moyennes aisées

JUSQUE DANS LES ANNÉES 1960, les dirigeants associatifs gargeois étaient pour la plupart ouvriers, employés, commerçants... La composition des équipes dirigeantes épousait, dans une certaine mesure, la géographie sociale et politique de la ville. Les associations les plus revendicatives recrutaient au sein des lotissements, plutôt parmi les ouvriers, tandis que d'autres, telles *l'Amicale touristique et familiale*, *l'Espérance* et surtout *l'Association sportive gargeoise*, recrutaient plutôt au sein du village, dans le milieu des commerçants et des employés.

A partir des années 1960 et 1970, les associations purent s'appuyer sur un nombre important de cadres, contremaîtres, fonctionnaires, commerçants, membres de professions libérales... Citons les exemples du *Football club de Garges* dont le président fondateur était ingénieur-adjoint chez EDF ou de *la Croix rouge* dont le bureau de 1972 comprenait un géomètre, un dessinateur, trois fonctionnaires, un monteur de films, un kinésithérapeute, une étudiante et une femme sans profession, tous



Les trois premiers présidents de l'AADB dans leur local du club Nopal, années 1960.

habitants du grand ensemble. Cette place importante des employés et cadres dans le monde associatif s'explique par l'intérêt relativement important qu'ils portent au « cadre de vie », également parfois par une disponibilité liée à la profession ou au statut et aussi par certaines similitudes, en matière par exemple de direction, de responsabilisation ou de prise de décision.

Avec le départ massif des classes moyennes aisées, les professions des nouveaux responsables associatifs évoluent ; ceux-ci sont plutôt ouvriers, petits employés, commerçants, chômeurs... Les effets de la crise sociale apparaissent dans certains itinéraires associatifs. Un responsable évoque ainsi le poids du chômage

dans sa volonté d'engagement : « On m'a demandé si je voulais être président d'une amicale CNL, j'ai accepté... Parce que j'ai connu la période du chômage, donc je sais ce que c'est quand on est au chômage, je sais ce que c'est quand on a du mal à payer son loyer, je sais ce que c'est quand on a du mal à remplir son frigo ».

Beaucoup de responsables associatifs semblent représenter encore malgré tout la frange sociale supérieure de la population gergeoise, y compris au sein des associations issues de l'immigration, comme en témoigne le montant relativement élevé de certaines cotisations mensuelles d'associations musulmanes ou d'aide au projet en Afrique (de l'ordre de dix ou vingt euros par mois). On note aussi que dans un quartier de copropriétés comme Garges Ouest, une association tamoule réunit des membres de différentes positions sociales, dont un employé de sécurité, une travailleuse du luxe, une femme de médecin...

Une féminisation accrue

ON ASSISTE, SEMBLE-T-IL, À UNE FÉMINISATION PROGRESSIVE DES ASSOCIATIONS, notamment de leur sphère dirigeante. Les responsables étaient au départ souvent de sexe masculin, d'abord parce que les associations concernaient des domaines propres aux hommes comme les anciens combattants ou encore peu féminisés comme le sport, la fanfare...

mais aussi plus généralement parce que les hommes s'engageaient davantage dans les activités de responsabilité et de pouvoir.

Encore faut-il nuancer ce constat en fonction des secteurs d'activité. Dans les domaines dits « féminins » tels que la solidarité, la place des femmes n'a jamais été marginale dans les directions des associations. En 1951, le bureau des *Libellules gargeoises*, association de soutien aux jeunes danseuses, était entièrement féminin et ce sont des femmes qui furent présidentes de l'*Amicale de l'arbre de Noël* en 1961, de la *Croix rouge* en 1965, du *Secours populaire* depuis sa création vers 1972.

A partir des années 1970, les femmes semblent progressivement plus actives dans des secteurs comme le logement ou l'animation. En 1972, dans le bureau de l'*Amicale des locataires CNL* de la Muette, elles occupaient ainsi les postes de secrétaire, trésorière et chargée de propagande... En 1992, ce sont des habitantes qui vinrent aider à la relance de l'association *Centre social des Doucettes* et formèrent son premier conseil d'administration.

Les femmes n'ont jamais toutefois rejoint quantitativement les hommes, loin de là, en matière de présidence. En 2006, seules 1/6 des associations gargeoises étaient présidées par une femme.



Tâches administratives à l'AADB, vers la fin des années 1960.

La diversité des générations

LA VIE ASSOCIATIVE GARGEOISE ne semble pas avoir été le propre d'une classe d'âge spécifique, avec une forte présence continue d'actifs ainsi que de retraités. On note toutefois, jusqu'aux années 1980, la sous-représentation des très jeunes dirigeants, les jeunes s'investissant ensuite davantage en créant des associations culturelles, éducatives, religieuses, musicales, sportives et politiques... Le phénomène est particulièrement net dans un quartier comme la Muette : à partir de 1982, ce sont surtout les jeunes adultes qui fondent les associations d'aide aux enfants et aux adolescents.

Une affaire de familles

L'IMPORTANCE DU TEMPS CONSACRÉ PAR LES DIRIGEANTS au travail associatif nécessite de la part de leur famille une certaine bienveillance. Aussi voit-on souvent certaines compagnes de dirigeants, voire leurs enfants, participer aux activités. Les deux membres d'un couple intègrent même parfois le bureau d'une association, comme au *Dahlia rouge* en 1932, à l'*Amicale de l'Argentièrre* en 1956, à la fanfare *l'Espérance* en 1964, à l'*Amicale des locataires CNL* de la Muette en 1972, à l'*Union des vieux de France* en 1974, aux *Donneurs de sang* en 1977, au *Secours populaire* en 1986, au *Noyer des belles filles* il y a peu...

La participation des conjoints à une association n'est pas obligatoirement synchrone. Elle peut être l'effet d'une stratégie féminine pour éviter les conflits dus aux fréquentes absences : « Voyant que ça prenait de plus en plus de mon temps, mon mari commençant à trouver que c'était un peu coton, je me suis dit il faut que je fasse quelque

chose, alors je me suis arrangée... Comme il aimait le sport, j'ai inscrit mes deux garçons au hand [...] et je me suis arrangée pour qu'il vienne les accompagner... Mais ça c'est le travail de la femme ! ». Mais ce sont aussi parfois les hommes qui poussent les femmes à s'engager comme dans certaines sections du *Football club de Garges*, avec l'objectif de maintenir les dirigeants dans l'association : « Pour avoir les dirigeants, il fallait intéresser les femmes. Par les femmes on arrive à tout avoir. Dès les plus petites équipes, dès les poussins, tous les quinze jours, on avait notre salle de réunion, on faisait un repas,



Un couple de responsables lors de l'Agorassociations de 2006.

donc il y avait les femmes qu'on amenait, et jusqu'à trois heures, quatre heures du matin, on dansait, on faisait marcher les chaînes. Et on a commencé à dire à nos femmes, nous on ne peut pas tout faire, le foot, le terrain, la buvette et tout, on leur a donné des responsabilités. Et puis elles sont rentrées dans le comité directeur du foot, on les y a mises pour les impliquer, elles avaient une voix délibérative comme nous, ce qui prouvait qu'on n'était pas macho ni misogyne ».

La diversité des ressorts personnels

L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF, en tant que volonté de participer non seulement aux activités mais au fonctionnement même d'une association, a toujours été extrêmement prenant, d'autant plus que nombre de dirigeants cumulent cet investissement avec d'autres fonctions dans des instances locales ou départementales, associatives ou non. Mentionnons à ce sujet la participation traditionnelle de plusieurs dirigeants associatifs gargeois au Centre communal d'action sociale (ex Bureau d'aide sociale). On peut également citer les exemples de la présidente du *Club du troisième âge* par ailleurs secrétaire à l'*UNRPA* ou du président de l'*Association des donneurs de sang*, occupant aussi les postes de trésorier de l'union départementale, de trésorier-adjoint pour la région Ile-de-France et d'administrateur à la fédération nationale.

Plusieurs motivations permettent d'expliquer l'intensité de l'engagement. La pratique associative peut se conjuguer avec une passion personnelle en matière de loisirs, ou bien avec sa foi religieuse... Elle peut constituer la réponse, plus ou moins directe, à un sentiment de souffrance ou d'injustice d'autant plus fortement ressenti qu'il touche ou a touché personnellement. Elle peut répondre localement à une vision idéale du monde.

Dans les secteurs de la solidarité ou de l'éducation, le plaisir de faire du bien, de créer de la joie, d'apporter du bonheur, compense l'énergie et le temps investis. Un retraité fondateur d'une association d'animation au Vieux Pays s'est dit par exemple « récompensé » de tout le travail fourni en amont de la fête de Saint-Nicolas par « cette joie des enfants qui venaient, qui nous voyaient arriver là ». Un jeune responsable d'association éducative à la Muette souligne lui aussi comment « des petites choses comme ça justement valorisent votre travail, peuvent rendre quelqu'un hyper heureux. Quand j'emmène des familles par exemple à la Tour Eiffel ou visiter Orléans et qu'elles sont hyper joyeuses, je me dis voilà quoi, je leur apporte quelque chose, peut-être que dans leur vie je leur aurai servi à quelque chose. Ce sont des choses comme ça qui vous font continuer ».

L'engagement associatif peut aussi fournir une stimulation intellectuelle et physique, permettant notamment d'affronter le vieillissement, ce qu'explique une présidente âgée : « J'ai toujours été dans les associations, je sais très bien que quand je vais lâcher un jour ou l'autre, et je vais être obligée de lâcher certainement pour des problèmes de santé, je vais glisser très vite ». Cette stimulation peut provenir du travail « sur le terrain » à Garges mais aussi de la rencontre avec de nouvelles sphères, hors de Garges, dans les domaines de la politique, de la médecine, de la culture, comme pour ce président retraité : « Pour moi, c'est comme si j'étais et je suis tous les jours à l'université [...]. Et tout ce monde, tout ce brassage de monde que je rencontre... On est très souvent à l'Assemblée nationale ou bien au Sénat ».

L'association éveille la curiosité, de la même façon qu'elle peut être le débouché d'une disposition antérieure, comme l'exprime cet ouvrier autodidacte, responsable d'une association musulmane : « Dans la vie, il faut toujours apprendre, il ne faut pas rester enfermé. Il faut être ouvert. J'ai fait beaucoup de lecture dans tous les journaux, j'ai suivi les événements de tout ce qui se dit en France ou se fait. Je suis au courant de tous les hommes politiques, les patrons, les journalistes et compagnie, je suis bien les événements ». Par l'ouverture, les contacts et également par la confiance en soi qu'induit la participation à la vie publique (apprentissage de la prise de parole), la vie associative peut représenter ainsi une forme de promotion sociale extrêmement motivante.

FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS

Le déclin de la fonction d'encadrement

L'IMPLANTATION À GARGES DES LOTISSEMENTS, de 1930 à 1950, puis des grands ensembles, dans les années 1960 et 1970, ont été des moments d'essor des associations, et ce pour au moins deux raisons. D'une part, dans ces nouvelles aires urbaines les problèmes liés à l'habitat et à l'isolement poussaient de nouveaux habitants à se regrouper dans des structures de défense d'intérêts ou d'animation. D'autre part, les nouveaux Gargeois amenaient avec eux des habitudes associatives ou revendicatives acquises auparavant dans les milieux où ils habitaient ou travaillaient.



Un groupe de *Vaillantes et Vaillants*, en 1969.

Ces associations ont été dans un premier temps, pour plusieurs d'entre elles, satellites de deux forces locales montantes, le Parti communiste et l'Eglise. Dans plusieurs familles soumises à ces influences, la participation associative était une quasi obligation. Un Gargeois âgé se souvent ainsi comment



La jeunesse catholique du Vieux Garges à la Fête-Dieu, 1928.

lui et ses frères et sœurs sont tous passés, dans les années 1930, par les organisations de jeunesse du Parti, *Pionniers* ou *Jeunes filles de France*. Par leur force d'adhésion et la mission idéologique qu'elles s'assignaient, ces associations jouaient un rôle d'encadrement d'une partie de la population.

Dans les années 1960 et 1970, la construction des grands ensembles et l'accroissement démographique n'affectent pas l'impact associatif sur la population. Le maintien de la force du Parti communiste et de l'Eglise, la déshérence de certaines couches sociales (comme les vieux), la posture revendicative des classes moyennes des grands ensembles, par rapport à leur environnement notamment, sont autant d'éléments qui contribuent à expliquer la relative capacité de mobilisation dont disposaient des associations d'animation ou de défense d'intérêts, comme *les Bleuets*, *l'Union des vieux de France*, les amicales de locataires, les associations de parents d'élèves... Ces associations prenaient souvent la forme de section de fédération, inscrivant leur action à la fois dans l'espace local et national.

L'esprit pionnier, l'enthousiasme de l'action collective et l'optimisme propres à certains des premiers habitants des grands ensembles, dans le contexte général de l'irruption de l'idéologie de la « modernité » dans la société française, permettent aussi d'éclairer l'énergie créative associative de cette période.

Des mutations s'opèrent à partir environ des années 1980, parallèlement à l'explosion quantitative des associations. Nombre de nouvelles structures ne cherchent

pas à s'adosser à un parti ou à s'affilier à une fédération. Plus autonomes, moins idéologiques, elles n'ont plus vocation, ou ne parviennent pas, à encadrer une large couche de la population. Ces associations sont plutôt composées d'un petit nombre d'individus qui se regroupent sur la base d'une passion partagée, d'un projet social, culturel ou éducatif à mener ou encore d'un besoin de convivialité communautaire... Cette mutation touche aussi l'organisation interne et la communication.

Les réunions deviennent plus informelles, les bureaux moins fournis. Les modes de communication publique, par l'intermédiaire de journaux locaux (annonce de la composition du bureau, résumé d'assemblée générale, présentation d'activités...) s'estompent. Il est vrai que les organes de presse ne se prêtent plus guère à ce type d'informations.

La mutation du bénévolat

MALGRÉ L'ACCROISSEMENT DE LEUR NOMBRE, les associations gargeoises semblent évoluer vers un certain désengagement des bénévoles ou vers un engagement plus consumériste. Cette mutation entraîne des difficultés de recrutement auxquelles les associations tentent de faire face de différentes façons : pratiques de gratification pour maintenir les membres, recours à l'embauche de salariés – dont beaucoup d'emplois aidés – pour des tâches administratives ou pour participer directement aux activités. Face au chômage, la « création d'emplois » est d'ailleurs parfois un des objectifs affichés. L'association se veut alors – ou devient par la force des choses – un acteur économique qui vient pallier la faiblesse du tissu économique local. Certains responsables rejettent toutefois l'idée d'une « crise » du bénévolat : « Ce sont vraiment les vieux routards de la vie associative – vie associative extrêmement structurée, pyramidale – qui disent qu'il n'y a plus de bénévoles. Parce qu'en fait, ce qu'ils cherchent, ce sont des bénévoles à leur service, et au service du projet que eux ils ont. Par contre, avec le système maintenant de réseau, il y a de plus en plus de gens prêts à faire des choses ».

La mutation associative prend aussi la forme d'une certaine « technicisation » des tâches, laquelle se fait jour sur fond de nouvelles « pathologies » urbaines. Elle se reflète par exemple dans la création de structures d'accompagnement psychologique pour les enfants, les parents, les migrants. Ou encore dans l'évolution des activités caritatives. Certains bénévoles associatifs déplorent ainsi n'être plus que « des assistants sociaux bis où l'on essaie de faire avancer les dossiers ». L'activité dès lors « ne vient plus du cœur, c'est technique ». D'autres évoquent le contrôle renforcé des personnes secourues : « Maintenant c'est beaucoup plus structuré parce qu'il faut qu'ils nous apportent les papiers. Mais avant on faisait plus confiance aux personnes,

on demandait vous êtes combien, on nous disait tant ». Le monde associatif devient ainsi, dans une certaine mesure, un maillon de dispositifs sociaux qui le dépassent et qui pèsent sur ses objectifs et formes d'action.

Le poids de la sociabilité

LES ASSOCIATIONS GARGEOISES ONT TOUJOURS EU UNE FONCTION, explicite ou implicite, de sociabilité. Elles ont ainsi permis aux habitants de tisser des relations et d'agir collectivement sur la base d'éléments communs : le voisinage, la condition, la provenance, l'affinité... On peut se demander si ce fort besoin de lien social n'est pas accentué en partie par les transformations de la commune et les mouvements continuels de population qui ont produit un certain isolement. Les membres d'une association d'animation, habitant Garges Nord depuis sa construction, opposent ainsi les liens affinitaires associatifs à l'anonymat qu'ils ressentent dans leur environnement le plus proche : « Des gens avec qui on a des affinités... on n'en a pas dans l'immeuble, on n'en a plus. On en avait mais on n'en a plus parce que les gens sont partis. Mais ce qu'on n'a pas dans l'immeuble, on le trouve un peu plus loin. Alors, c'est peut-être particulier, c'est vrai qu'on est peut-être anonyme dans son immeuble, mais on n'est pas forcément anonyme dans son quartier ».

Les fêtes sont une des manifestations les plus récurrentes de cette



Course en sacs à La Croix-sur-Ourcq (Aisne) lors d'un rallye organisé par l'AADB en 1973.



Remise de prix, à la suite d'un concours de pétanque de la FNACA, 1987.



Bal costumé du *Club du troisième âge*.



Spectacle offert par *Enfance éducation 95* à la fête du parc de 1992.

sociabilité associative. Activités à part entière ou actions épisodiques, elles ont toujours eu une double finalité. Interne, resserrer les liens entre les membres, soutenir éventuellement financièrement l'association, la promouvoir auprès de la population, de la municipalité. Externe, aider des Gargeois, leur faire partager un moment de plaisir... Leurs formes sont diverses : « goguettes » des années 1920-1930, banquets et repas (également dès les années 1920), « galas », « cavalcades » ou défilés déguisés (dans les années 1960 notamment), bals ou soirées costumées, élections de « reines » ou « miss », bûchers et animations lors de la Saint-Jean dans les années 1980 et 1990...

Les fêtes associatives s'inscrivent souvent dans une certaine tradition occidentale, plus ou moins religieuse : l'arbre de Noël des enfants, régulièrement organisé depuis la fin des années 1950, le carnaval qui apparaît au début des années 1960 (une association voulait en 1961 « renouer les saines traditions du carnaval »), la Saint-Nicolas implantée dans les années 1980. Elles s'inspirent aussi depuis quelques années de traditions étrangères (fête du Nouvel An cambodgien de l'*APACHAC*) ou mixent les traditions comme la fête du Nouvel An tamoul organisée à l'occasion de Noël par *Garges Tamoul welfare*...

Pour organiser une fête, il n'est pas rare que les associations agissent de concert, par exemple lors des kermesses paroissiales ou lors des fêtes dites de quartier, comme à la Muette en 1985 ou aux Doucettes en 1994. Plusieurs d'entre elles participent enfin régulièrement aux fêtes municipales, comme la «Boum à Warjacum» des années

1965, la Fête du parc, la commémoration du bicentenaire de la Révolution, « Agorassociations »... Les sorties constituent une autre forme de sociabilité. Apparues dès l'année 1936 avec *l'Amicale touristique et familiale de Garges* qui se proposait d'organiser « sorties touristiques, d'études et d'agrément », elles furent développées ensuite par les structures pour la jeunesse, catholiques et communistes, touchèrent de nouveaux publics durant les années 1970 (les anciens de *l'Union des vieux de France...*), puis se multiplièrent après 1980. Il s'agit de visites de monuments ou de musées, de séances de théâtre, de promenades ou jeux en forêt, de circuits de découverte, de séjours en vacances, parfois de rallyes touristiques, voire même de voyages d'étude, tel le déplacement organisé par *l'AADB* en 1962 au grand ensemble « Les grandes terres » à Marly-le-Roi... Le mode de déplacement est le plus souvent le car, avec des destinations variées : Paris et l'Ile-de-France, la province parfois, notamment les plages de la Manche, voire même l'étranger. Le succès des sorties associatives tient au fait qu'elles correspondent aux missions de convivialité, de découverte et d'éveil que s'assignent beaucoup d'associations, tout en répondant à une demande sociale. Elles ont attiré des Gargeois de différentes générations qui n'avaient pas les possibilités financières de fréquenter un lieu culturel, de partir en week-end ou en vacances, des personnes âgées qui ne pouvaient ou ne voulaient plus conduire de véhicule, des personnes isolées souhaitant établir



Sortie des familles de *Garges Tamoul welfare*.



Séjour de *l'Etoile d'Antioche* dans l'Aveyron en 2005.

Au cours d'une AG en date du 16 août 1968, j'ai été nommé secrétaire de l'*union des Vieux de France*. Fin mars 1969, j'ai donné ma démission de ce poste, n'étant pas d'accord avec le travail personnel du trésorier, M. Coutant. M. Madrange fut nommé secrétaire et je suis resté secrétaire adjoint.

Mais à la suite de la réunion du bureau du 10 novembre 1969, je me retire définitivement devant la position de plus en plus douteuse du trésorier dont je ne veux pas être complice. Voici mes raisons.

A chaque réunion du bureau, des décisions furent prises mais non exécutées, le trésorier s'y opposant.

Le 29 octobre 1968, il fut décidé de procéder à une distribution de dix kilos de pommes de terre par adhérent : un certain nombre de colis manqua dans un quartier, mais en surnombre dans un autre quartier. Le trésorier, sans prendre l'avis du bureau, vendit cet excédent, on ne sait ni à qui, ni combien.

[...]

J'estime que le trésorier d'une société qui compte aujourd'hui 493 adhérents n'a pas de décision à prendre sans avoir consulté le bureau [...]. C'est pourquoi nous demandons une assemblée générale le plus vite possible ou un renouvellement du bureau de notre section locale.

Un conflit associatif par presse interposée. Rapport de Marcel Bleuse, *Echo Régional*, 20 novembre 1969.

des liens d'amitié, des migrants avides de découverte de leur pays d'accueil... Pour certaines associations qui travaillent avec les enfants, la sortie est plus qu'un moment de convivialité et de détente, elle offre la possibilité d'engendrer de nouveaux regards sur la ville et de nouvelles relations sociales ou familiales. Pour *En marche* par exemple, la découverte par les enfants de l'architecture et du patrimoine peut en retour susciter un regard plus respectueux sur leur propre environnement. Quant aux visites, sorties à la mer ou au zoo, elles permettent de « retisser un peu le lien entre les parents et les enfants, pour leur offrir un espace de communication un peu différent de celui qu'on peut retrouver à la maison tout simplement ».

Si les associations sont des espaces de sociabilité, elles n'en sont pas moins propices aux conflits internes plus ou moins graves. Les sources de tension sont nombreuses. Les oppositions naissent à propos d'une gestion financière jugée mauvaise, d'une direction trop personnelle, de l'utilisation du local à des fins non associatives, du changement de dirigeant, de la politisation de l'association, de reproches professionnels faits aux salariés. Le conflit peut demeurer interne ou donner lieu à une passe d'armes dans la presse, voire à un procès. Dans le cas de structures fédératives, il peut entraîner les instances départementales à intervenir. Le conflit débouche souvent sur un départ individuel ou collectif, un groupe pouvant rejoindre une structure concurrente ou en fonder une nouvelle.

La débrouille, une pratique pérenne

LA DÉBROUILLE EST UNE CONSTANTE DU FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF GARGEOIS. Étant donné la modicité de leurs ressources financières, les associations cherchent à capitaliser les savoir-faire, notamment ceux issus du monde professionnel, ainsi que les relations, les déplacements y compris en vacances... « Sans le système D, de toute façon une structure ne peut rien faire », résume ainsi une présidente d'association. Cette ingéniosité joue par exemple pour l'obtention ou l'aménagement de locaux. Au début des années 1960, le président de l'*AADB* ayant eu connaissance par un prêtre ouvrier de la disponibilité d'une baraque en bois à Pantin, un groupe de l'association partit la démonter pour la remonter à Garges et en faire son local. D'autres associations ont été aidées pour la restauration de leurs locaux par des personnes qu'elles avaient un temps secourues ou par des habitants voisins.

Le système D joue aussi pour les activités, permettant de fabriquer ou récupérer des biens à distribuer aux habitants, des lots à offrir lors des nombreux concours de belote ou loto... Une responsable associative ramène ainsi de ses vacances dans l'Aude un « panier gourmand » comme futur lot d'un concours de loto, un autre rapporte un saumon de Boulogne-sur-mer pour la distribution alimentaire d'une association caritative. Les militants peuvent aussi aider à trouver des matériaux pour des ateliers. Une responsable



Montage en 1961 par les membres de l'*AADB* de leur premier local, une baraque récupérée à Pantin.



Préparation d'une affiche associative.

explique ainsi : « Quand vous voulez faire par exemple un atelier [...] soit la personne ramène un objet, soit c'est le système de la débrouille. Ça va être le gardien qui va venir vous voir, en vous disant tiens j'ai une chaise qui est en bon état, je sais que ça vous intéresse, donc ça veut dire la nettoyer et puis la refaire ». Le travail manuel est largement répandu, pour les décorations de salles ou de stands, comme pour la confection d'objets aussi divers que les urnes de collecte d'argent ou les costumes pour les soirées déguisées...

La débrouille concerne encore le fonctionnement même de l'association, financement, travail administratif, communication, équipement en matériel... On fait appel à ses enfants pour les tâches de secrétariat, de comptabilité ou de communication, on obtient de la mairie d'anciens ordinateurs. Un membre met ses compétences professionnelles de pâtissier au service de son association, un autre utilise son savoir-faire de dessinateur pour réaliser une affiche...

Entre partenariats et concurrences

LOIN D'AGIR ISOLÉMENT, les associations constituent des réseaux et des partenariats sur la base de la proximité spatiale, de la ressemblance ou de la complémentarité des activités... Ces liens s'exercent souvent sous forme d'échange de « services » en matière de fonctionnement (participation mutuelle aux assemblées générales) ou d'activités (présence mutuelle lors de jeux). Ils peuvent également concerner l'accueil du public chez les associations de solidarité.

Ce tissage de relations inter-associatives dépend de la volonté des structures, des activités menées et de l'ancienneté du travail associatif. Il est facilité par la multi-appartenance (successive ou synchrone) d'une frange de militants gargeois, comme le remarque une présidente d'association de solidarité : « Je n'ai pas à me plaindre du réseau, sincère-

ment. Mais ça c'est des années de pratique [...]. On a d'autres associations qui viennent nous voir [...] des gens qui ont été formés chez nous et qui ont été embauchés dans d'autres structures puisque nous, nous n'avions pas les moyens de les salarier ».

Cependant ces partenariats sont limités. Une des raisons de ce quant-à-soi est la concurrence entre associations en matière d'usage de locaux, d'équipements ou de répartition des subventions. Ceux-ci ne sont pas extensibles, et il y a toujours plus de demandeurs que de moyens... Dans le domaine sportif par exemple, les relations ont souvent été tendues. Dès le début des années 1930, les deux sociétés sportives se disputaient l'utilisation d'un terrain de sports privé mis à la disposition de la municipalité à la Lutèce. Pour résoudre ce différend, la commission des sports, créée par le maire, institua une utilisation à tour de rôle du terrain, chaque dimanche. Un demi-siècle plus tard, on s'empoignait encore entre associations sportives à propos de la répartition des sections entre chaque organisation ou des subventions... « On n'était pas rivaux, explique un président, mais ce qui nous divisait, vous savez c'est toujours des histoires d'argent, c'est que au niveau des subventions, quand vous frappez à la porte de la municipalité pour avoir de l'argent, vous estimez que vous en voulez le maximum, ça c'est humain, et chacun défend sa boutique. Donc Edouard arrivait, il avait le couteau planté sous la table, et moi de mon côté j'avais le couteau planté sous la table et c'était des bagarres à n'en plus finir jusqu'à deux heures du matin, en disant je ne céderai pas sur ci, je ne céderai pas sur ça, pas d'accord... ».

Les réseaux, quand ils existent, semblent peu étendus. Aucune toile inter-associative n'apparaît à l'échelle de la ville, malgré le rôle d'aide et de coordination que joue depuis peu une structure municipale comme le Centre de ressources pour les associations. Les véritables dynamiques se forment au niveau de certains quartiers (aux Doucettes par exemple) et à partir d'actions spécifiques, comme les fêtes. Il en résulte une visibilité restreinte du monde associatif, maintes fois déplorée par des responsables et par la municipalité.

L'importance des lieux associatifs

LES ASSOCIATIONS GARGEOISES ONT UTILISÉ DES LOCAUX EXTRÊMEMENT DIVERS : arrière-salles de café pendant longtemps ; salles municipales (les premières étaient les salles Gabriel Péri au Vieux Pays et Pierre Sépard à la Lutèce) ; salles paroissiales (rue de Verdun surtout et un temps rue Panquin) ; salles mises à disposition par les bailleurs (caves puis appartements en rez-de-chaussée) ; salles d'autres associations (*Centre social des Doucettes*) ; domiciles personnels...

C'est vers le début des années 1960 que le besoin de locaux en propre semble s'être fait ressentir, notamment au sein des nouvelles associations du grand ensemble. Pour



Le café Pouget, siège en 1951 des *Libellules gargeoises*.

vers les bailleurs en revendiquant les droits que leur assurait selon eux la nouvelle législation sur les « mètres carrés sociaux » : « La première action qu'on a menée alors en matière de locaux, c'est trouver un lieu d'animation qui soit un peu le centre de l'association et où on puisse installer notre bureau. Donc on a joué la carte de cette fameuse loi de 1959 en l'imposant à Baticoop [...]. Et on s'est retrouvé avec le club Nopal, on avait une petite salle qui devait faire autant que je me souviens, dans les 40 m², avec un petit



Le foyer Pierre Semard lors d'une compétition de judo, vers 1960.

ces structures, notamment celles tournées vers des pratiques nouvelles d'animation comme l'AADB, le « nomadisme » n'était plus adapté. Le fait de disposer de ses propres locaux apportait de nombreux avantages : la liberté d'organiser des réunions, la possibilité de multiplier les activités nécessitant du matériel (la photographie, l'aquariophilie...), de stocker les documents de travail et de conserver la mémoire de l'association. Le local offrait encore une meilleure lisibilité dans l'espace public, une plus forte légitimité... Certaines associations se sont alors tournées

bureau, un couloir qui amenait aux toilettes, et ce couloir on l'a transformé en labo-photo ».

La question des espaces associatifs prenait alors de l'importance auprès de l'Etat, des municipalités et des bailleurs. Vers 1968, l'OCIL édifia un « café-club » à l'usage des associations, qui fut en quelque sorte la première expérience gargeoise de local inter-associatif. Durant les années 1990, les 3F transformèrent plusieurs rez-de-chaussée en locaux associatifs. En 2004, 71 locaux étaient ainsi mis à



Le Café-club lors d'une boum vers 1970.

disposition des associations par les 3F : 35 à Garges Nord, 18 à la Muette dont 7 à titre gracieux, 10 aux Basses Bauves dont la moitié exonérés de loyer, 1 à Garges Centre.

Cependant seule une minorité d'associations a pu disposer de ses propres locaux, d'où une revendication constante auprès des bailleurs et de la municipalité. L'obtention d'un local conditionne toujours les projets à développer, comme le reconnaissait récemment une présidente d'association : « Ce qui nous perturbe beaucoup c'est cette histoire de local [...] parce que même si le quartier Carnot est un quartier pavillonnaire, du fait de sa population actuelle, il y a besoin de beaucoup de soutien scolaire. Et on ne peut pas le faire, les enfants sont obligés d'aller sur des structures extérieures, et c'est dommage ».



Local du Noyer des belles filles en 2005.

UN RAPPORT PARADOXAL À LA VILLE

L'imbrication des sphères politique et associative

DEPUIS LES ANNÉES 1930, militants et élus politiques ont joué un rôle important dans la naissance et le fonctionnement des associations gargeoises. Le phénomène toucha d'abord surtout les membres du Parti communiste, investis dans les associations satellites. L'exemple le plus célèbre est peut être celui de Jeanne Carnajac, maire honoraire de Garges, choisie en 1967 comme président d'honneur de *l'Union des vieux de France*. Cette tendance s'est poursuivie par la suite, avec un lien plus ou moins distendu entre actions politique et associative. Des élus ou d'anciens élus du Parti socialiste ont ainsi participé à la fondation d'associations antiracistes ou catholiques. Ce sont parfois les épouses d'élus qui ont été actives au sein d'associations, jouant d'une certaine manière le rôle



Une des premières assemblée générale de l'UVF, vers 1967. Au centre, Mme Carnajac, maire.

de relais avec la société dite « civile », telles la veuve d'un maire-adjoint en 1968 à l'*Union des vieux de France*, l'épouse d'un maire au *Secours populaire* vers la fin des années 1980...

A l'inverse, plusieurs membres d'associations ont choisi d'intégrer des conseils municipaux, comme le président d'honneur de l'*Association sportive gargeoise* qui présidera sous l'Occupation la « délégation spéciale » ou bien le dirigeant de l'*Escargot gargeois* en 1959, ou encore la fondatrice d'une association de « parents d'élèves franco-turcs » en 2001. Après son départ de Garges dans les années

1960, le président fondateur de l'*AADB* devint quant à lui maire-adjoint de l'Isle-Adam. Un dirigeant associatif reconnaît à cet égard que « les problèmes administratifs, le contact des préfectures, de Jeunesse et sports, de la mairie, ça vous met déjà dans une certaine position pour effectivement aborder les problèmes politiques », en affirmant toutefois qu'il se serait sûrement investi dans la politique même sans être passé par l'associatif. Les sollicitations des différents maires gargeois ont cependant essuyé plusieurs refus, comme en témoigne un président : « [Le maire] m'a dit, on clôt la liste à minuit, je vous veux dans ma liste ! Et quand il m'a appelé à minuit, j'ai dit non vous ne m'aurez pas sur votre liste, il m'a dit pourquoi ? Parce que si je suis président de l'association, je ne veux pas être élu pas plus de droite comme de gauche, parce que je vais être obligé à ce moment là de changer ma casquette complètement ».

L'entrée d'un représentant associatif au conseil municipal a pu s'inscrire dans une logique de défense associative, notamment dans le sport. « Il était une tradition au *FC Garges*, surtout dans le foot, qu'il y ait toujours un des membres qui soit au conseil municipal », rapporte un ancien dirigeant. En revanche, d'autres dirigeants sportifs ont affirmé avoir rejoint le conseil municipal en refusant toute délégation sportive pour garder leur impartialité.

La porosité entre mondes politique et associatif se manifeste aussi dans la nature même des associations qui se constituent. Certaines se sont créées ouvertement dans des logiques de politique locale ou nationale. On peut penser par exemple à l'*Association pour la défense des intérêts communaux* qui, en 1959, se proposait entre autres de « surveiller la gestion de la commune » ou à *Action et progrès* fondée en 1977 par des personnalités de la droite locale en vue de conquérir la mairie, ou plus



Réception par le maire des associations
et des personnalités, 1994.



Inauguration de la maison de l'outre-mer en 2004.
Au centre Mme Olin, ministre ; à gauche M. Lefèvre,
son successeur à la tête de la mairie.

récemment à l'association *Véto*, créée en 2004 par des « jeunes Gargeois » affirmant vouloir restaurer le « débat politique » dans la ville. Ces différentes formes d'imbrication ont-elles créé et maintenu des liens de subordination des associations vis-à-vis de la municipalité ? Il semble en fait que l'explosion quantitative des associations et l'autonomie politique qu'elles ont acquise progressivement à partir des années 1970 ont accru les relations de réciprocité. La municipalité a eu recours aux associations, du moins à certaines d'entre elles, pour l'élargissement de son assise politique. D'où par exemple la présence rituelle d'élus, y compris du maire, à

de nombreuses assemblées générales et fêtes associatives. Les associations ont, elles, fait appel à la municipalité, en matière de subvention ainsi que pour le prêt de locaux, de matériel, de moyens de transports, voire pour des conseils... Ce qui explique, en partie, la présence de responsables associatifs à certaines cérémonies ou fêtes municipales. Il est vrai que les associations se sont aussi tournées en nombre vers différents organismes et instances politiques (CAF, FAS, Conseil général, Conseil régional, Union européenne...), ce qui a relativisé la place de la mairie. Mais cela n'a fait que renforcer pour certaines d'entre elles, l'importance du maintien du soutien municipal comme signe d'appartenance communale, comme le remarque la directrice du centre social associatif des Doucettes : « Même si on est territorialisé en tant que centre social et tout, quand on a les encouragements de la municipalité, on sait qu'on porte une part de la commune, donc ça donne un sentiment d'appartenance à cette commune ».

Des territoires d'action mouvants

QUOIQUE SE DISANT GARGEOISES, nombre d'associations n'ont ni la capacité ni la volonté d'intervenir au niveau de l'ensemble du territoire municipal et de sa population. Elles font jouer la proximité spatiale, l'interconnaissance... pour constituer leur équipe et toucher

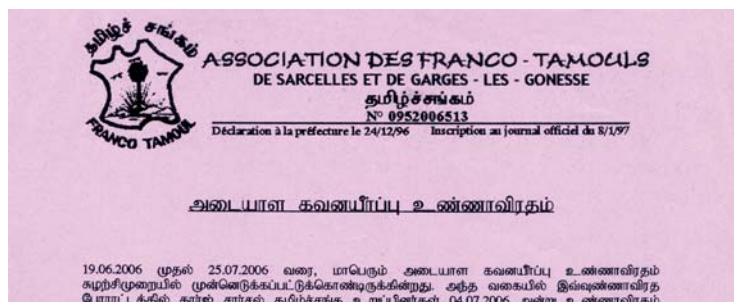
leur public. Ce phénomène est lié à la taille réduite des groupes originels, à la faiblesse des moyens de communication, au manque d'homogénéité urbanistique et sociale de la ville, les associations reproduisant souvent le découpage entre quartiers.

Ceci étant, ces associations sont à même d'élargir au cours de leur existence leur territoire d'action, soit le temps d'une manifestation (fête, randonnées...) soit, plus régulièrement, lors d'ateliers par exemple. A l'inverse, des associations déployées à l'origine sur l'ensemble de la commune peuvent ressentir le besoin de se localiser. *L'Union des vieux de France* se divisa ainsi en 1971, sous la pression de ses membres, en deux sous-sections « Vieux Pays » et « Lutèce Dame Blanche », ce que contestèrent certains. Plus récemment, une association comme *Garges Tamoul welfare* a cherché progressivement à promouvoir le quartier de Garges Ouest, où réside un grand nombre de Tamouls, en y réclamant notamment plus d'équipements.

Le jeu entre territoires touche aussi les frontières externes à la ville. Des relations ont toujours été tissées entre associations gargeoises et communes voisines, notamment Stains et Sarcelles. Dès 1940, des habitants des quartiers de la Lutèce à Garges et des Prévoyants à Stains se réunissaient par exemple en une *Amicale des jardins des prévoyants*. Des habitants de ces communes limitrophes ont ensuite adhéré aux associations gargeoises - et y ont pris parfois des postes de responsabilité - ou sont venus participer aux fêtes et aux jeux. Dans l'autre sens, des membres d'associa-



Actifs dans plusieurs communes, les Ressortissants de Dioungounté à l'Agorassociations de 2006.



Tract d'une association tamoule sarcello-gargeoise.

tions gargeoises se sont déplacés hors de Garges, à Sarcelles notamment, pour rencontrer des habitants, organiser une assemblée générale ou encore participer à la fête d'une autre section de leur fédération... Ces relations

se sont d'ailleurs traduites parfois dans la dénomination même de l'association qui comprenait les noms de deux communes, notamment « Stains et Garges ».

Cette « multiterritorialité » s'accroît encore chez certaines associations issues de l'immigration, dans la mesure où les membres se regroupent non pas en fonction du lieu où ils résident, mais pour aider les habitants du lieu qu'ils ont quitté (village, quartier, pays...). Dès lors, leur volonté est plus de constituer un groupe d'action que de s'implanter territorialement, ce qui n'empêche pas d'ailleurs certaines d'entre elles de participer activement aux fêtes municipales gargeoises et d'utiliser largement les services du Centre de ressources pour les associations. Le choix de l'implantation territoriale est en revanche plus prononcé chez les associations issues de l'immigration qui comptent une forte assise sociale locale et qui cherchent à intervenir comme structures de médiation et de représentation auprès des pouvoirs publics locaux.

Un vecteur d'ancrage dans la ville

DANS UNE VILLE COMME GARGES qui a connu plusieurs vagues migratoires, la vie associative a pu être un vecteur d'ancrage pour les nouveaux venus. Elle permettait de tisser des liens affinitaires, d'élargir le champ des relations... Il est vrai cependant que les associations perdaient leur visibilité pour tous ceux qui la quittaient chaque jour pour aller travailler. Aussi est-ce souvent à partir des structures en rapport avec l'habitat ou les enfants (associations de défense du logement ou de parents d'élèves, clubs sportifs...) que les nouveaux arrivants découvraient l'univers associatif.

Il conviendrait d'ailleurs de se demander à propos des femmes arrivant dans les grands ensembles, dans quelle mesure la vie associative a été un des facteurs permettant à certaines d'entre elles d'éviter ou d'atténuer « l'ennui », voire une certaine

détresse psychologique. Une Gargeoise arrivée à Dame Blanche au début des années 1960 souligne ainsi comment la vie associative l'a aidée à surmonter la tristesse qui l'accablait : « Moi je pleurais, je m'ennuyais, je disais c'est horrible ; c'est vrai, vous ne connaissez pas... Et puis après quand vous avez des enfants, vous commencez à connaître des familles à l'école, etc., vous commencez à vous adapter. Et puis après à l'école, est venu presque naturellement le conseil de parents d'élèves, même en primaire, après le conseil de classe, après le conseil d'administration au collège. Et puis après il y a eu l'amicale [des locataires], après il y eu l'association ».

La participation durable à une association, notamment en tant que dirigeant, peut entraîner en outre une certaine notoriété locale. Des Gargeois sont devenus, plus ou moins volontairement, des personnages publics, connus et reconnus par des habitants de différentes générations ou par la municipalité, faisant même l'objet parfois d'articles dans la presse municipale ou régionale. Ce statut pousse souvent à participer aux manifestations municipales. Certains voient dans leur présence une sorte d'obligation civique en tant que « personnalité » locale : « [J'y vais] par politesse déjà et puis par respect pour les gens qui organisent quand même. Quand quelqu'un organise, il aime bien avoir les personnalités du coin ». D'autres insistent sur l'obligation de représentation du groupe auquel ils appartiennent, par exemple les musulmans : « La mairie chaque fois qu'elle m'invite pour des réceptions, je suis tou-

L'association de la commune libre de la Lutèce organisait dimanche une réception à l'occasion du départ en retraite de Mme Barbanchon dont le mari décédé l'an dernier était le président fondateur et animateur de l'association.

Mme Barbanchon était ainsi liée étroitement à l'animation du quartier de La Lutèce. Mais pour beaucoup d'habitants elle était « Madame Coop » puisque gérante de l'épicerie des Coopérateurs ; autant dire une figure connue du quartier, puisque la plupart des Lutéciens passaient chaque jour devant son comptoir. A la Lutèce, on a conservé cette amitié de voisinage qui fait que tout le monde se connaît. Ailleurs, le départ en retraite de l'épicière serait sûrement passé inaperçu, ici, on organise une fête. *L'Association de la Commune Libre* lui offrait à cette occasion de nombreux cadeaux : une superbe table de salon, des fleurs, des plantes.

Pour cette réception, on notait la présence de M. Mayaudon, adjoint au maire, de M. Hivart, président de l'Association ; de Mme Renard, secrétaire ; Mme Colin, veuve du maire de la Commune libre, décédé cette année ; Mme Saillant, membre du Comité ainsi que de très nombreux habitants.

Mme Barbanchon s'en va à Vers-sur-Mer rejoindre sa famille. Souhaitons lui une heureuse retraite.

Echo Régional, 23 décembre 1982.



Stand des Jeunes espoirs du monde à l'Agorassociations 2006.

jours présent ; pour la libération de Garges, à chaque occasion je suis là... Il faut quand même manifester sa présence. Elle est utile pour faire un peu connaissance avec les gens, il faut écouter ce qu'ils disent. On a quand même une responsabilité, il faut présenter la communauté musulmane. Sinon comment voulez-vous qu'on soit connu si on reste enfermé chez soi ? ». D'autres encore voient dans leur participation la contrepartie de l'aide reçue : « J'estime normal de partici-

per à « Agorassociations », de participer [quand] la mairie demande aux associations de participer, à partir du moment où la municipalité nous aide, elle de son côté par des subventions ou par des prêts de salle ».

L'investissement associatif peut dès lors permettre de résister à l'idée du départ. Le fait d'avoir consacré quelques années à une ou plusieurs associations, de s'y être fait des amis, d'être éventuellement devenu un personnage public, a pu renforcer les attaches affectives avec la ville. Ces liens ont freiné, dans une mesure certes toute relative, le mouvement de départ massif des retraités, y compris de responsables associatifs. Une retraitée, rapatriée d'Algérie, évoque ainsi comment son activité associative est une force d'attachement à la ville : « Mes filles qui sont nées ici sont toutes les deux dans l'Aude et elles ne demandent qu'une chose, c'est que je retourne là bas. Et je leur dis non, tant que je suis dans l'association, tant que je suis avec les copains et les copines pas question de descendre, je vous dépanne quand vous avez besoin de moi, je descends huit jours mais je remonte ».

Un autre responsable associatif, par ailleurs ancien élu, abonde dans ce sens, ajoutant comme élément d'ancrage le sentiment « d'irremplaçabilité » vis-à-vis du groupe : « A titre personnel, je pense que le fait d'avoir des responsabilités associatives est certainement un facteur de maintien sur la ville, pour deux raisons. La première c'est qu'il y a ces relations dans le secteur, et puis aussi peut-être, tout au moins pour moi, c'est un peu une responsabilité aussi, donc bien que sachant que partant de toute façon, on trouvera toujours quelqu'un pour nous remplacer, mais le fait qu'on est là, et bien on se sent irremplaçable. Je dirais, partir ce serait abandonner son poste un peu [...] c'est pour ça que je ne suis pas pressé de quitter Garges ».

A la croisée de nombreux espaces géographiques et sociaux

CE SURVOL HISTORIQUE a mis en lumière les nombreuses fonctions des associations à Garges : elles développent leurs propres activités, répercutent auprès des pouvoirs publics locaux les attentes et les aspirations des habitants, elles peuvent aussi mobiliser, informer en menant parfois des enquêtes... Par leur souplesse, leur réactivité, leur capacité de changement, les associations sont venues suppléer la commune et l'Etat dans plusieurs de leurs missions, loisirs, aide sociale, éducation...

Les associations n'émanent pas toutefois « d'habitants », qui seraient définis par leur seule position résidentielle et seraient le simple reflet d'une « société civile » pensée abstraitement. Leur création et leur fonctionnement relèvent au contraire de champs sociaux, de logiques, de dispositifs multiples. Elles se déploient dans un contexte local mais interagissent avec les grandes transformations sociales et culturelles qui ont affecté la France, telles la croissance des loisirs, la modernité, l'entrée dans la crise, la mondialisation...

Par leur position charnière entre les espaces géographiques, les sphères sociales et les groupes institutionnels (hommes politiques, bailleurs, travailleurs sociaux, fonctionnaires...), les associations constituent un témoin privilégié de l'histoire locale. Elles « racontent » Garges-lès-Gonesse, sa croissance, ses transformations morphologique, politique, économique et sociale, notamment l'implantation des grands ensembles. Ces barres et ces tours qui constituent désormais les quatre cinquièmes du tissu urbain gargeois ont accueilli une vie associative intense. La multiplicité des horizons d'origine de tous ceux qui sont venus s'y installer plus ou moins durablement a été un facteur déterminant de ce dynamisme. Acteur collectif, reconnu par la municipalité à travers des relations toujours plus formalisées, les associations ont pris une pleine place dans l'histoire urbaine gargeoise.

L'Association populaire des familles vient de publier les résultats d'une enquête effectuée auprès de six cents familles habitant l'un des premiers « grands ensembles » de la région parisienne : la Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse.

Voilà en effet sept ans que les premiers locataires ont emménagé dans cette cité qui compte aujourd'hui un peu plus de dix mille habitants. Qui sont les citoyens de Dame Blanche ? Comment se sont-ils adaptés à leur nouvelle existence ? Autant de questions qui se posent à toutes les nouvelles cités de banlieue et auxquelles une enquête comme celle-là apporte quelques réponses instructives. [...]

Présentation d'une enquête associative
dans *Le Monde*, 15 août 1965.

Pour en savoir plus

Archives écrites et orales

- Archives municipales de Garges-lès-Gonesse, *Mémoires gargeoises*, témoignages oraux, 2002.
- Mission Mémoires et Identités en Val de France, Archives municipales de Garges-lès-Gonesse, *Collecte de mémoire orale de l'atelier d'histoire des associations*, témoignages oraux et transcriptions, 2006.
- Dossiers d'associations conservés à la Sous-préfecture de Sarcelles (années 1930-1960).
- Lefrançois Dominique, *Guide des sources pour l'étude des grands ensembles de Garges-lès-Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel, 1950-1980*, Les Publications du Patrimoine en Val de France, 2005.
- Parisot Hélène, *Emergence des grands ensembles de Garges-lès-Gonesse, 1955-1980 : catalogue des fonds municipaux*, Archives municipales de Garges-lès-Gonesse, 2006.
- *Associations à vos archives ! Petit guide pour la mémoire associative*, Les Publications du Patrimoine en Val de France, 2005.

Périodiques dépouillés

- *L'Echo Régional*, 1959-1985.
- *La Renaissance du Val d'Oise*, 1963-1970.
- *Temps libre*, 2002-2006.
- *Garges infos* devenu *Garges notre ville*, 1960-2006.
- *Bulletin officiel des maires de Seine-et-Oise*, 1960-1970.
- *Journal officiel, lois et décrets, associations*, 1985-1995.

Références bibliographiques

- Jazouli Adil, *Une saison en banlieue*, Plon, 1995.
- Benveniste Anne, *Ségrégation et Renouveau religieux*, Ministère de l'Équipement et du Logement/Direction du Plan Construction et Architecture, GREAS, Université Paris VIII, février 1997.
- Derainne Pierre-Jacques, « Des habitants animateurs » in *Patrimoine en Val de France*, n°4, 2006, p. 18-20.

- *Diagnostic du contrat de ville de 1994 à 1999*, rapport de l'équipe communale de la Direction du Développement et Politique de la Ville de Garges-lès-Gonesse, 1999.
- Dumont Madeleine, *Les grands ensembles en banlieue nord de Paris*, thèse, Université de Paris, 1965.
- *Garges-lès-Gonesse, Présentation des sites et des actions*, 3F, 2004.
- Guerrier Daniel, *La participation des habitants face à l'opération de réhabilitation de leur quartier classé «îlot sensible »*, maîtrise sciences et techniques, économie sociale, Université Paris Nord, 1986.
- Lequen Guy, *La reconstruction d'un centre social par des habitants du quartier des Doucettes, Garges-lès-Gonesse*, rapport FNDVA, 1994.
- Mylena Doitcheva, « Les enjeux de l'ethnisation culturelle dans les quartiers », in *L'Art et la culture dans les politiques sociales, innovations, paradoxes, reproductions, journée d'étude, 10 septembre 2004*, GRACC/CLERSE/IFRESIS, Université Lille III, p. 30-34.
- Ovaere Florence, *Garges-lès-Gonesse, la Dame Blanche. « Pourquoi on n'entend plus rien »*, Banlieuescopes, Programme d'observation et d'évaluation des politiques publiques dans les banlieues, 1994.
- « Portrait d'un grand ensemble, la Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse », *Le Monde*, 18 août 1965.

Crédits photographiques et sources des documents d'archives

Archives municipales de Garges-lès-Gonesse : p.5, p.8, p.14, p.16, p.18, p.27, p.30, p.31, p.35, p.36, p.38, p.43, p.44, p.45, p.50, p.56, p.57, p.64, p.74, p.75, p.78 bas, p.84 haut, p.87, p.90 - AADB : Couverture, p.20, p.22, p.63, p.70, p.71, p.77 haut, p.81, p.84 bas, p.85 haut - Agence RDVA : p.55, p.88 - Archives départementales du Val d'Oise : p.9 - Association culturelle et culturelle des musulmans de Garges-lès-Gonesse : p.53 - Bana Ban Jo : p.60 - Maurice Bonnard : p.12 - Nicolas Capelle : p.24, p.25 - Centre de ressources pour les associations de Garges-lès-Gonesse : p.17, p.72, p.89, p.92 - Centres éducatifs Charles Péguy : p.48 - Club du troisième âge : p.42 bas, p.78 haut - Collection particulière tous droits réservés : p.11, p.13 haut, p.15, p.34, p.37, p.39, p.41, p.74, p.86 - Echo Régional / Archives départementales du Val d'Oise : p.23, p.42 haut, p.80, p.91 - Entraide gargeoise : p.32, p.49, p.65 - Etoile d'Antioche : p.79 bas - FNACA : p.77 bas - Football club de Garges : p.61 - Garges Tamoul welfare : p.59, p.79 haut - Immobilière 3F : p.13 bas, p.28 - Institut Géographique National : p.19 - Le Monde : p.93 - Le Noyer des belles filles : p.29, p.82, p.85 bas - Les amis de Saint-Martin : p.51 - Mieux vivre à Carnot : p.66 - Ministère de la Reconstruction : p.10 - MMIV : p.62 - Oasis relais femmes : p.46 - UNPR : p.68.

Table des matières

Préface	2
Avant-propos	3
A travers les âges de la ville	6
■ Les premières associations gargeoises	7
■ L'Occupation et la Libération	9
■ Les années 1950	10
■ Le développement des grands ensembles (1958-1980)	12
■ La crise sociale après 1980	16
A travers les quartiers de la ville	20
■ Donner une âme à Dame Blanche	21
■ Une « commune libre » à la Lutèce...	23
■ Au cœur des Doucettes, un centre social associatif	24
■ La parole à la Muette	26
■ Un « noyer » à Dame Blanche Nord	29
■ Le réveil du Vieux Pays	31
De multiples objectifs	32
■ La défense des intérêts	33
■ Solidarité et entraide	41
■ Le poids du religieux	49
■ L'entre soi	54
■ Vivre ensemble	61
Permanences et mutations	68
■ Les acteurs	69
■ Fonctionnement et activités	74
■ Un rapport paradoxal à la ville	86
Pour en savoir plus	94

Maquette et réalisation :  La souris danse... - 01 46 65 86 75

Impression : Imprimerie Nouvelle - 45800 Saint-Jean-de-Braye

Editeur : Communauté d'agglomération Val de France Villiers-le-Bel

2007

LES ÉDITIONS DE LA MISSION MÉMOIRES ET IDENTITÉS EN VAL DE FRANCE

Revue Patrimoine en Val de France

- N°1 « Des acteurs des lieux des projets » (2003)
- N°2 « Nature et ville » (2004)
- N°3 « Mobilités » (2005)
- N°4 « Habitat » (2006)
- N°5 « Loisirs » (2007)

Collection « Les publications du Patrimoine en Val de France »

- N°1 Histoires d'ensembles (2005)
- N°2 Associations, à vos archives ! Petit guide pour la mémoire associative (2005)
- N°3 Guide des sources pour l'étude des grands ensembles de Val de France, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel 1950-1980 (2005)
- N°4 Répertoire localisé des références bibliographiques sur les villes d'Arnouville-lès-Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel (2006)
- N°5 Répertoire des acteurs et des ressources Mémoires, Identités et Patrimoine dans les communes de Val de France (2006)
- N°6 Les Carreaux 1955-1963. Naissance d'un grand ensemble en banlieue parisienne (2006)
- N°7 Couleur mosaïque. DVD (2006)
- N°8 Un siècle de vie associative à Garges-lès-Gonesse (2007)
- N°9 Catalogue de ressources documentaires sur le grand ensemble de Sarcelles 1954-1976 (2007)
- N°10 Textes et images du grand ensemble de Sarcelles 1954-1976 (2007)



Communauté d'agglomération Val de France
1 Bd Carnot 95400 Villiers-le-Bel
www.agglo-valdefrance.fr